



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Ced
France



46 rue du Général Foy
75008 Paris
France

Etablissements Maurel & Prom S.A.

*Rapport des commissaires aux comptes sur les
comptes consolidés*

Exercice clos le 31 décembre 2018
Etablissements Maurel & Prom S.A.
51 rue d'Anjou - 75008 Paris
Ce rapport contient 56 pages



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France



46 rue du Général Foy
75008 Paris
France

Etablissements Maurel & Prom S.A.

Siège social : 51 rue d'Anjou - 75008 Paris
Capital social : €. 154 549 412

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'Assemblée Générale de la société Etablissements Maurel & Prom S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Etablissements Maurel & Prom S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Exercice clos le 31 décembre 2018

Etablissements Maurel & Prom S.A
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
29 avril 2019

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- La note 1.2. de l'annexe des comptes consolidés concernant la première application de la norme IFRS 9 « *instruments financiers* » qui porte sur le classement, l'évaluation et la dépréciation des actifs financiers et de la norme IFRS 15 « *Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients* » dont l'application impacte la présentation du chiffre d'affaires et des positions d'enlèvements d'hydrocarbures,
- La note 6.10 de l'annexe des comptes consolidés détaillant en particulier le changement de monnaie de présentation des états financiers consolidés de l'euro au dollar américain.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Etablissements Maurel & Prom S.A
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
 29 avril 2019

Incidence de l'estimation des réserves sur la comptabilisation et l'amortissement des actifs de production

Risque identifié	Notre réponse
<p>Chaque année, le Groupe engage des experts afin d'évaluer de manière indépendante les réserves pour chaque permis pétrolier en production.</p> <p>Les réserves prouvées et probables correspondent respectivement aux réserves d'huile et de gaz "raisonnablement certaines" et "raisonnablement probables" pouvant être produites en utilisant la technologie actuelle, aux prix actuels, selon les accords commerciaux et gouvernementaux en cours.</p> <p>L'estimation des réserves d'hydrocarbures constitue un élément fondamental pour la comptabilisation des actifs relatifs aux activités pétrolières du Groupe, notamment en ce qui concerne la reconnaissance des dépenses d'exploration conformément à la méthode dite des "successful efforts", la détermination du taux d'amortissement de ces actifs selon la méthode de l'unité de production, décrite dans la note 3.3 de l'annexe aux comptes consolidés ainsi que sur les tests de dépréciation des Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) des activités de production.</p> <p>L'estimation des réserves est par nature incertaine du fait des données de géoscience et d'ingénierie utilisées pour déterminer les volumes présents dans les gisements. De plus, elle est complexe du fait des modalités contractuelles qui déterminent la part des réserves revenant au Groupe.</p> <p>Pour ces raisons, nous avons considéré l'estimation des réserves prouvées et des réserves probables comme un point clé de l'audit.</p>	<p>Les procédures réalisées ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prendre connaissance des procédures mises en place par le Groupe pour la détermination de ses réserves d'hydrocarbures ; • Evaluer les qualifications des experts indépendants en charge de l'estimation et de la certification des réserves ; • Analyser les variations des réserves par rapport à la clôture de l'exercice précédent, de manière à orienter nos travaux sur les principales variations de la période ; • Rapprocher les productions réelles des périodes passées avec les productions attendues correspondantes ; • Analyser les hypothèses utilisées par le groupe et les experts indépendants pour déterminer les réserves prouvées et probables récupérables avant la date d'expiration des contrats conférant les permis de production, et, le cas échéant, les raisons conduisant le Groupe à considérer que le renouvellement de ce droit est raisonnablement certain, pour l'estimation des réserves ; dans le cas des réserves de gaz, corroborer leur niveau de reconnaissance en fonction des contrats de commercialisation existants ; • Apprécier si les estimations révisées des réserves ont été prises en compte de manière appropriée par le Groupe dans le cadre des tests de dépréciation ainsi que pour la comptabilisation des charges d'amortissement.

Etablissements Maurel & Prom S.A
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
 29 avril 2019

Dépréciation des actifs non courants nets de production pétrolière et gazière	
Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2018, l'activité de production du Groupe se répartit sur les permis d'Ezanga et Mnazi Bay qui représentent un montant d'actifs non courants nets de 1 684 MUSD. Ils correspondent à 85% des actifs non courants du Groupe.</p> <p>Nous avons considéré que les dépréciations des actifs non courants nets de l'activité de production étaient un point clé de l'audit en raison de leur importance significative dans les comptes du Groupe. De plus, la détermination de leur valeur recouvrable, fondée sur la valeur de leurs flux de trésorerie futurs actualisés attendus, repose sur l'utilisation d'hypothèses, estimations et appréciations significatives de la Direction, comme indiqué dans la note 3.3 de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>En particulier, un contexte durable de prix faible des hydrocarbures aurait une incidence négative sur les résultats du Groupe et, par voie de conséquence, pourrait impacter de manière significative la valeur recouvrable des actifs de l'activité production.</p> <p>Le Groupe considère qu'un permis constitue généralement une Unité Génératrice de Trésorerie (UGT). Une UGT est un ensemble d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par les autres groupes d'actifs. Le Groupe réalise des tests de perte de valeur sur ces actifs, dont les modalités sont décrites dans la Note 3.3 de l'annexe aux comptes consolidés. Les principales hypothèses prises en considération par la Direction dans l'évaluation de la valeur recouvrable sont, telles que mentionnées dans la note 3.3.2 de l'annexe aux comptes consolidés, indiquées ci-dessous:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le prix futur des hydrocarbures • Les coûts opérationnels • Les estimations de réserves d'hydrocarbures • Les prévisions de volumes produits et commercialisés • Le taux d'actualisation après impôt 	<p>Nos travaux ont consisté, pour ces deux actifs faisant l'objet d'un test de dépréciation, à obtenir le modèle de détermination de la valeur d'utilité (flux de trésorerie futurs actualisés) et à analyser si, dans le cas où la valeur ainsi obtenue était inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation avait été constatée.</p> <p>Nous avons évalué la pertinence des hypothèses retenues par la direction et des données incluses dans les modèles d'évaluation en réalisant une analyse comparative des pratiques de l'industrie sur le prix des hydrocarbures (à court, moyen, et long terme) et des taux d'actualisation.</p> <p>De plus, nous avons analysé les données sous-jacentes aux flux de trésorerie futurs pris en compte pour la détermination de la valeur recouvrable des actifs compris dans les UGT testées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les profils de production retenus ont été rapprochés des réserves certifiées par des experts indépendants, • Les hypothèses de coûts opérationnels ont été corroborées aux niveaux des coûts actuels et budgétés issus des prévisions établies par la direction et présentées au Conseil d'Administration • Nous avons évalué la cohérence des taux d'imposition retenus par rapport aux régimes fiscaux applicables ou aux contrats pétroliers en vigueur.

Etablissements Maurel & Prom S.A
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
29 avril 2019

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce figure dans le rapport de gestion du groupe, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Etablissements Maurel & Prom S.A. par l'Assemblée Générale du 12 juin 2014 pour les cabinets KPMG et International Audit Company.

Au 31 décembre 2018, le cabinet KPMG et International Audit Company étaient dans la 5^{ème} année de leur mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Etablissements Maurel & Prom S.A
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
29 avril 2019

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

Etablissements Maurel & Prom S.A
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
29 avril 2019

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 29 avril 2019
KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Paris, le 29 avril 2019
International Audit Company


Eric Jacquet
Associé


François Caillet
Associé

Comptes Consolidés
Groupe Maurel & Prom
31 décembre 2018

SOMMAIRE

Comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2018.....	3
Etat de la situation financière	3
Etat consolidé du résultat global	4
Variation des capitaux propres	5
Tableau de flux de trésorerie.....	6
Annexes aux comptes consolidés	7

Comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2018

Etat de la situation financière

ACTIF (en milliers \$)	Notes	31/12/2017 (*)	
		31/12/2018	retraité
Immobilisations incorporelles (net)	3.3	199 920	162 636
Immobilisations corporelles (net)	3.3	1 451 162	1 470 890
Actifs financiers non courants (net)	4.2	7 835	7 884
Autres actifs non courants (net)	3.6	44 675	46 568
Titres mis en équivalence	2.4	253 629	150 589
Impôts différés actifs	6.1	23 741	32 497
ACTIF NON COURANT		1 980 962	1 871 063
Stocks (net)	3.4	14 104	7 796
Clients et comptes rattachés (net)	3.5	95 188	59 111
Autres actifs financiers courants	4.2	53 511	80 479
Autres actifs courants	3.6	39 114	43 160
Créances d'impôts courants	6.1	473	534
Instruments financiers courants	4.4	1 615	(0)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.3	279 871	260 138
ACTIF COURANT		483 875	451 218
TOTAL ACTIF		2 464 837	2 322 281
PASSIF (en milliers \$)		31/12/2017 (*)	
		31/12/2018	retraité
Capital social		193 345	188 554
Primes d'émission, de fusion et d'apport		44 836	32 010
Réserves consolidées		853 124	842 768
Actions propres		(41 453)	(55 330)
Résultat net part du Groupe		58 066	6 422
CAPITAUX PROPRES GROUPE		1 107 918	1 014 424
Participations ne donnant pas le contrôle		2 425	(1 351)
CAPITAUX PROPRES TOTAUX		1 110 343	1 013 073
Provisions non courantes	3.9	38 019	49 245
Prêts actionnaire	4.4	100 000	100 000
Autres emprunts et dettes financières non courants	4.4	595 692	593 612
Impôts différés passifs	6.1	390 247	370 286
PASSIF NON COURANT		1 123 958	1 113 143
Prêts actionnaire	4.4	0	95
Emprunts obligataires courants	4.4	0	348
Autres emprunts et dettes financières courants	4.4	2 047	1 887
Fournisseurs et comptes rattachés	3.7	59 852	56 784
Passifs d'impôts courants	6.1	4 971	6 107
Autres passifs courants	3.8	147 829	115 031
Provisions courantes	3.9	15 838	15 813
PASSIF COURANT		230 536	196 065
TOTAL PASSIF		2 464 837	2 322 281

(*) Présenté en EUR dans les comptes publiés 2017 et converti pour une présentation en USD pour l'exercice 2018 selon la note 6.10

Etat consolidé du résultat global

Résultat Net de la période

en milliers \$	Notes	31/12/2018	31/12/2017 (*) retraité
Chiffre d'affaires	3.1	440 179	400 629
Autres produits d'exploitation	2.4	2 689	85
Variation de position de sur/sous-enlèvement	1.2	(13 217)	0
Charges d'exploitation	3.2	(184 645)	(211 593)
Excédent Brut d'Exploitation		245 006	189 121
Dotations aux amortissements & provisions liées aux activités de production net des reprises		(104 970)	(111 182)
Dotations aux amortissements & provisions liées aux activités de forage net des reprises		(904)	852
Résultat Opérationnel Courant		139 131	78 791
Provisions et Dépréciations d'actifs de forage		(9 146)	(6 916)
Charges et Dépréciations d'actifs d'exploration net des reprises		(1 158)	5 539
Autres Produits et Charges non courants		(2 972)	(12 514)
Résultat de cession d'actifs		215	(64)
Résultat Opérationnel	3.2	126 071	64 836
Coût de l'endettement financier brut		(28 924)	(57 192)
Produits de trésorerie		5 156	1 473
Produits et charges liées aux Instruments financiers dérivés de taux d'intérêts		(111)	6 820
Coût de l'endettement financier net		(23 879)	(48 899)
Ecarts de change nets		(2 527)	(32 658)
Autres produits et charges financiers		(233)	(1 553)
Résultat Financier	4.1	(26 639)	(83 111)
Impôts sur les résultats	6.1	(68 352)	(31 198)
Résultat net des sociétés consolidées		31 080	(49 472)
Quote-part des sociétés mises en équivalence	2.4	30 585	56 281
Résultat net de l'ensemble consolidé		61 665	6 809
Dont : - Résultat net part Groupe		58 066	6 422
- Participations ne donnant pas le contrôle		3 599	385

Résultat Global de la période

en milliers \$	Notes	31/12/2018	31/12/2017 (*) retraité
Résultat net de la période		61 665	6 809
Ecarts de change sur la conversion des comptes des entités étrangères		1 139	(2 738)
Variation de juste valeur des placements en instruments de couverture		1 680	
Total du résultat global pour la période		64 484	4 071
- part du groupe		60 707	3 616
- participations ne donnant pas le contrôle		3 776	453

(*) Présenté en EUR dans les comptes publiés 2017 et converti pour une présentation en USD pour l'exercice 2018 selon la note 6.10. Par ailleurs, la présentation du compte de résultat a été modifiée, comme expliqué dans la même note. Enfin, l'application d'IFRS 15 a conduit à effectuer un reclassement entre le poste du chiffre d'affaires et une nouvelle rubrique « Variation des positions de sur/sous-enlèvements », tel qu'expliqué en note 1.2.

Variation des capitaux propres

en milliers \$	Capital	Actions propres	Primes	Autres réserves	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Capitaux propres part groupe	Particip. ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres totaux
31 décembre 2016	188 554	(71 839)	90 636	985 533	(8 966)	(50 150)	1 133 768	(1 804)	1 131 964
Changement de méthode				(125 054)		(833)	(125 887)		(125 887)
1er janvier 2017 retraité	188 554	(71 839)	90 636	860 479	(8 966)	(50 983)	1 007 881	(1 804)	1 006 077
Résultat net						6 422	6 422	385	6 807
Autres éléments du résultat global					(2 806)		(2 806)	68	(2 738)
Total du résultat global	0	0	0	0	(2 806)	6 422	3 616	453	4 069
Affectation du résultat - Dividendes			(41 784)	(9 199)		50 983	0		0
Actions gratuites			(16 842)	3 260			3 260		3 260
Mouvements sur actions propres		16 509					(333)		(333)
Total transactions avec les actionnaires	0	16 509	(58 626)	(5 939)	0	50 983	2 927	0	2 927
31 décembre 2017 (*)	188 554	(55 330)	32 010	854 540	(11 772)	6 422	1 014 424	(1 351)	1 013 073
Résultat net						58 066	58 066	3 599	61 665
Juste valeur des instruments de couverture				1 680			1 680		1 680
Autres éléments du résultat global				(104)	1 066		962	177	1 139
Total du résultat global	0	0	0	1 576	1 066	58 066	60 707	3 776	64 484
Affectation du résultat - Dividendes				6 422		(6 422)	0		0
Augmentation capital I réserves	4 791		27 452				32 243		32 243
Autres				(179)			(179)		(179)
Actions gratuites				1 472			1 472		1 472
Mouvements sur actions propres		13 877	(14 626)				(749)		(749)
Total transactions avec les actionnaires	4 791	13 877	12 827	7 715	0	(6 422)	32 787	0	32 787
31 décembre 2018	193 345	(41 453)	44 836	863 830	(10 706)	58 066	1 107 918	2 425	1 110 343

(*) Présenté en EUR dans les comptes publiés 2017 et converti pour une présentation en USD pour l'exercice 2018 selon la note 6.10

Tableau de flux de trésorerie

en milliers \$	Notes	31/12/2018	31/12/2017 (*) retraité
Résultat net		61 665	7 860
Charge d'impôt des activités poursuivies		68 352	31 393
Résultat consolidé des activités poursuivies		130 017	39 253
Dotations (reprises) nettes amortissements et provisions	3.3,3.4,3.5,3.6,3.9	111 575	118 757
Exploration passée en charge et mises au rebut	3.3	1 158	8 362
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	2.4	(30 585)	(56 281)
Autres charges et produits calculés sur actions gratuites		1 472	3 183
Plus et moins-values de cession		(215)	64
Profits et pertes de dilution	2.4	(2 215)	0
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur			(6 522)
Autres éléments financiers		24 378	86 081
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT IMPÔT		235 584	192 896
Impôts payés		(40 719)	(29 272)
Variation du B.F.R net lié à l'activité		(2 563)	21 373
<i>stocks</i>	3.4	(1 058)	1 701
<i>clients</i>	3.5	(37 447)	(26 786)
<i>fournisseurs</i>	3.7	3 448	3 352
<i>autres débiteurs</i>	3.6 & 4.2	15 180	22 269
<i>autres créditeurs</i>	3.8	17 314	20 837
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES OPÉRATIONS		192 301	184 997
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		215	(0)
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	3.3	(143 575)	(37 775)
Acquisitions d'immobilisation payées en instruments de capitaux propres	3.3	32 243	
Encaissements dividendes sur sociétés mises en équivalence	2.4	12 059	0
Variation des dépôts		(100)	71 729
Acquisition de sociétés mises en équivalence	2.4	(50 928)	0
Autres flux liés aux opérations d'investissement			0
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX INVESTISSEMENTS		(150 085)	33 954
Encaissements liés aux nouveaux emprunts			662 440
Remboursements d'emprunts	4.4	(714)	(803 792)
Primes sur instruments financiers de couvertures	4.4	(464)	0
Intérêts payés sur financement	4.4	(25 648)	(27 472)
Intérêts encaissés sur placement	4.1	5 156	1 410
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AU FINANCEMENT		(21 669)	(167 413)
Incidence des variations des cours des devises		(144)	4 742
VARIATION DE LA TRÉSORERIE (**)		20 403	56 279
TRÉSORERIE (**) À L'OUVERTURE		259 354	203 075
TRÉSORERIE (**) À LA CLÔTURE		279 757	259 354

(*) Présenté en EUR dans les comptes publiés 2017 et converti pour une présentation en USD pour l'exercice 2018 selon la note 6.10

(**) Les concours bancaires sont inclus dans la trésorerie

Annexes aux comptes consolidés

Note 1 : Généralités

Etablissements Maurel & Prom S.A. (« La Société ») est domiciliée en France. Le siège social de la Société est sis 51 rue d'Anjou, 75008 Paris. Les états financiers consolidés de la Société comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe » et chacune individuellement comme « les entités du Groupe ») et la quote-part du Groupe dans ses coentreprises. Le Groupe, coté sur Euronext Paris, agit principalement comme un opérateur spécialisé dans l'exploration et la production d'hydrocarbures (huile et gaz).

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration du 20 mars 2019.

Afin de rendre plus lisible les informations financières du Groupe, et de mieux refléter la performance de ses activités, principalement réalisées en dollars, le Groupe a changé sur l'exercice 2018, la monnaie de présentation de ses états financiers de l'Euro vers le Dollar, comme autorisé par IAS 21. Suite à ce changement de méthode comptable au sens d'IAS8, les états financiers comparatifs sont présentés en US Dollars.

Le Groupe a également procédé au changement de présentation des charges opérationnelles, conformément à ce qui est généralement pratiqué par le secteur.

Les modalités de changement de devise de présentation sont détaillées en Note 6.10: Changements de Présentation.

Les montants sont arrondis au millier de dollars le plus proche, sauf indication contraire.

Note 1.1: Faits marquants

Pour rappel, le Groupe est entré au Gabon en février 2005 en rachetant des actifs auprès des groupes Rockover et Masasa. Lors de cette acquisition, le Groupe s'était engagé à verser une somme en fonction de la production future. En octobre 2018, le Groupe a racheté à Rockover ces engagements en contrepartie d'un prix de 43 M\$, présenté en actif incorporel:

- 25% de la Contrepartie versés en espèces (10,75 M\$) ;
- 75% de la Contrepartie (32,25 M\$) réglés par l'émission de nouvelles actions Maurel & Prom à titre de compensation. Le Groupe a ainsi procédé à une augmentation de capital d'un montant nominal total de 4.137.370,93 euros (4.791.075,54 dollars selon un cours fixé de 1,158 USD pour 1 Euro), par émission de 5.373.209 actions nouvelles de 0,77 euro (0,89 dollars) de valeur nominale, avec un prix de souscription unitaire de 5,182 euros (6,001 dollars) Ces actions ont été intégralement souscrites par Rockover et libérées par compensation avec la créance détenue du fait du rachat des compléments de prix par M&P. Les nouvelles actions sont émises avec jouissance courante et sont assimilables aux actions existantes. A l'issue de cette opération, le capital social de M&P s'élève à 154.549.411,94 euros (193.344.949 dollars convertis au cours historique) divisé en 200.713.522 actions de 0,77 euro (0,96 dollars) de valeur nominale.

Le Groupe a également signé en octobre 2018 un contrat d'achat et de vente en vue de l'acquisition de 20% des intérêts détenus par AJOCO dans deux blocs en production et développement situés en eaux peu profondes au large de l'Angola. Un dépôt de 2M\$ a été versé en amont de la finalisation effective de cette acquisition. La finalisation de cette acquisition interviendra à la publication des autorisations administratives.

Le Groupe a conclu en décembre 2018 l'acquisition de la participation de 40 % détenue par Shell Exploration and Production Investments B.V. (« Shell ») dans la société mixte Petroregional del Lago (la « Société Mixte PRDL») qui exploite le champ pétrolier Urdaneta West situé sur le Lac Maracaibo au Venezuela. La contrepartie totale de l'acquisition des parts de Shell dans la Société Mixte s'élève à 70 M€, financée par la trésorerie existante de Maurel & Prom et composée de :

- 47 M€ qui ont été payés à la finalisation de l'acquisition, et
- 23 M€ payables en décembre 2019, à la date anniversaire de la finalisation de l'acquisition.

Note 1.2: Base de préparation

Cadre normatif

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les comptes consolidés du Groupe Maurel & Prom au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 sont établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS applicables au 31 décembre 2018 telles qu'approuvées par l'Union Européenne et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/finance/accounting/ias/index_fr.htm.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et leurs interprétations (Standing Interpretations Committee et International Financial Reporting Standards Interpretation Committee).

L'application du référentiel IFRS tel que publié par l'IASB n'aurait pas d'incidence significative sur les états financiers présentés. Les nouveaux textes ou amendements adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2018 ne présentent pas d'effet significatif sur les comptes du Groupe au 31 décembre 2018, à l'exception des impacts IFRS15 détaillés ci-dessous.

IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » :

Maurel & Prom a adopté la nouvelle norme IFRS 15 dans ces états financiers à compter du 1^{er} janvier 2018 et a choisi d'appliquer la méthode de transition et de mise en œuvre dite de « rattrapage cumulatif », sans retraitement des périodes comparatives.

Les effets pour le Groupe de la transition vers la norme IFRS 15 relèvent essentiellement d'un ajustement de présentation entre le chiffre d'affaires et la variation de position de sur/sous-enlèvement.

Compte tenu de la localisation de la production majoritairement au Gabon, et de l'existence d'une seule voie de commercialisation (Cap Lopez) pour la production du Groupe dans ce pays, les comptes du Groupe peuvent être significativement différents selon que la vente, c'est-à-dire l'enlèvement d'une cargaison de pétrole a lieu juste avant ou juste après la clôture.

Jusqu'au 31 décembre 2017, le chiffre d'affaires était reconnu sur la base des droits acquis par le Groupe sur la production livrée aux terminaux pétroliers (« entitlement method ») et non en fonction des enlèvements. L'entrée en application d'IFRS 15 à compter du 1^{er} janvier 2018 a entraîné une modification des principes de reconnaissance du chiffre d'affaires qui est désormais déterminé sur la base des ventes, c'est-à-dire des enlèvements d'huile. Le Groupe constate désormais le décalage entre les enlèvements et le droit théorique dans le coût des ventes par le biais de la reconnaissance d'une position de sur-ou sous-enlèvement (sur une ligne supplémentaire du compte de résultat), valorisée au prix de marché, en contrepartie des autres actifs courants (position de sous-enlèvement) ou autres passifs courants (position de sur-enlèvement). Ce changement de méthode est sans incidence sur l'excédent brut d'exploitation.

Les impacts sur les états financiers sont présentés ci-dessous :

en milliers \$	31/12/2018 avant IFRS 15	impact IFRS 15	31/12/2018 Publié
Chiffre d'affaires	426 962	13 217	440 179
Autres produits d'exploitation	2 689		2 689
Variation de position de sur/sous-enlèvement	0	(13 217)	(13 217)
Charges d'exploitation	(184 645)		(184 645)
Excédent Brut d'Exploitation	245 006	0	245 006

ACTIF (en milliers \$)	31/12/2018 avant IFRS 15	impact IFRS 15	31/12/2018 Publié
ACTIF NON COURANT	1 980 962		1 980 962
Stocks (net)	14 104		14 104
Clients et comptes rattachés (net)	81 971	13 217	95 188
Autres actifs financiers courants	53 511		53 511
Autres actifs courants	39 114		39 114
Créances d'impôts courants	473		473
Instruments financiers courants	1 615		1 615
Trésorerie et équivalents de trésorerie	279 871		279 871
ACTIF COURANT	470 658	13 217	483 875
TOTAL ACTIF	2 451 620	13 217	2 464 837

PASSIF (en milliers \$)	31/12/2018 avant IFRS 15	impact IFRS 15	31/12/2018 Publié
CAPITAUX PROPRES TOTAUX	1 110 343		1 110 343
PASSIF NON COURANT	1 123 958		1 123 958
Autres emprunts et dettes financières courants	2 047		2 047
Fournisseurs et comptes rattachés	59 852		59 852
Passifs d'impôts courants	4 971		4 971
Autres passifs courants	134 611	13 217	147 829
Provisions courantes	15 838		15 838
PASSIF COURANT	217 319	13 217	230 536
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	2 451 620	13 217	2 464 837

IFRS 9 « Instruments financiers » :

Les dispositions de la norme IFRS 9 sur le classement, l'évaluation et la dépréciation des actifs financiers sont appliquées par le Groupe de manière rétrospective au 1^{er} janvier 2018 sans retraitements de l'exercice comparatif. L'application du volet « dépréciation des actifs financiers n'a pas d'impact significatif pour le Groupe au 1^{er} Janvier 2018. L'application du volet « Classement et Evaluation » a conduit le Groupe à reformuler le tableau de Juste Valeur présenté en Note 5.7:Juste valeur

Les normes ou interprétations publiées respectivement par l'IASB (International Accounting Standards Board) et l'IFRS IC (International Financial Reporting Standards Interpretations Committee) non encore en vigueur au 31 décembre 2018, sont les suivantes :

IFRS 16 « Contrats de location » :

La norme IFRS 16 d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2019 n'a pas été appliquée par anticipation par le Groupe. Sur ce sujet, les analyses ont mené à appliquer la méthode de transition rétrospective simplifiée. Les effets attendus sont exposés en Note 6.5.2Engagements de locations : estimation transition IFRS 16.

IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux » :

L'interprétation d'IFRIC 23, applicable au 1er janvier 2019 clarifie l'application des dispositions d'IAS 12 « Impôts sur le résultat » concernant la comptabilisation et l'évaluation, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat. Une analyse est actuellement en cours afin d'évaluer les impacts et les modalités de transition.

Les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs évalués à la juste valeur (instruments dérivés) conformément aux normes IFRS.

Les normes IFRS ont été appliquées par le Groupe de manière homogène pour toutes les périodes présentées, à l'exception des changements mentionnés.

Recours aux jugements et estimations

L'établissement des états financiers consolidés selon les normes IFRS implique que le Groupe effectue des choix comptables, procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui affectent le montant des actifs et passifs, les notes sur les actifs et passifs potentiels à la date d'arrêt, ainsi que les produits et charges enregistrés sur la période. Des changements de faits et circonstances peuvent amener le Groupe à revoir ces estimations.

Les résultats réalisés peuvent différer significativement de ces estimations lorsque des circonstances ou hypothèses différentes s'appliquent.

Par ailleurs, lorsqu'une transaction spécifique n'est traitée par aucune norme ou interprétation, la Direction du Groupe applique son jugement à la définition et à l'application de méthodes comptables qui permettent de fournir une information pertinente et fiable. Les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière, de la performance et des flux de trésorerie du Groupe. Ils reflètent la substance des transactions, sont préparés de manière prudente et sont complets sous tous leurs aspects significatifs.

Les principales estimations faites par la Direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur :

- la comptabilisation des portages pétroliers et les tests de dépréciation des actifs pétroliers,
- les provisions pour remise en état des sites,
- l'évaluation des titres mis en équivalence et des actifs sous-jacents,
- le traitement comptable des instruments dérivés souscrits par le Groupe,
- les estimations des réserves prouvées et probables,
- la reconnaissance des impôts différés actifs.

Note 2 : Périmètre de consolidation

Note 2.1: Méthodes de consolidation

Consolidation

Les entreprises contrôlées par les Etablissements Maurel & Prom SA sont consolidées par intégration globale.

Le Groupe contrôle une filiale lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Les soldes, les transactions, les produits et les charges intragroupe sont éliminés en consolidation.

Mise en Equivalence

Les coentreprises et entreprises associées sont consolidées par mise en équivalence.

- Les coentreprises sont des partenariats conférant au Groupe le contrôle conjoint, selon lequel il a des droits sur les actifs nets des partenariats et non des droits sur ses actifs et des obligations à assumer au titre de leurs passifs.
- Les entités associées sont les entités dans lesquelles le Groupe a une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle ou le contrôle conjoint. L'influence notable est présumée quand le pourcentage des droits de vote est supérieur ou égal à 20%, sauf si l'absence de participation à la gestion de la société démontre l'absence d'influence notable. Quand le pourcentage est inférieur, la consolidation par mise en équivalence s'applique dans les cas où l'influence notable peut être démontrée.

Les gains découlant des transactions avec les entités mises en équivalence sont éliminés par la contrepartie des titres mis en équivalence à concurrence des parts d'intérêt du Groupe dans l'entreprise. Les pertes sont éliminées de la même façon que les gains, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

Lorsque les critères de perte de valeur tels que définis par IAS 39 « Instruments financiers - comptabilisation et évaluation » indiquent que des titres mis en équivalence ont pu perdre de la valeur, le montant de cette perte est déterminé selon les règles définies par IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à norme IFRS 3 – Regroupements d'entreprises, selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, lors de la prise de contrôle d'une entreprise, les actifs et passifs de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur (sauf exceptions) conformément aux prescriptions des IFRS.

Le Groupe évalue le goodwill à la date d'acquisition comme :

- la juste valeur de la contrepartie transférée ; plus
- le montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise ; plus
- si le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise ; moins
- le montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

Quand la différence est négative, un profit au titre de l'acquisition à des conditions avantageuses doit être comptabilisé directement en résultat opérationnel.

Les coûts liés à l'acquisition, autres que ceux liés à l'émission d'une dette ou de titres de capital, que le Groupe supporte du fait d'un regroupement d'entreprises, sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

La détermination du goodwill est finalisée dans un délai d'un an à compter de la date d'acquisition.

Ces goodwill ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de dépréciation systématiques à chaque clôture ainsi qu'en cas d'indice de perte de valeur ; les éventuelles pertes de valeur constatées sur les goodwill ont un caractère irréversible.

Les modifications du pourcentage de détention du Groupe dans une filiale n'entraînant pas de perte du contrôle sont comptabilisées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Les goodwill relatifs aux sociétés mises en équivalence sont comptabilisés en titres mis en équivalence.

Conversion en devises

Les états financiers consolidés sont présentés en US Dollar qui est la monnaie de présentation du Groupe.

La devise fonctionnelle des filiales opérationnelles est l'US Dollar.

Le Groupe a refinancé en US Dollar sa dette historique (mixte EUR/USD) fin décembre 2017 et a réévalué, du fait de ce changement, son analyse de la devise fonctionnelle de ses holdings de financement. Il ressort de cette analyse que cette devise fonctionnelle est passée de l'euro au dollar à la date de refinancement. Ce changement de la devise fonctionnelle de ses holdings de financement a été reflété dans les comptes au 31 décembre 2017.

Le Groupe a procédé au changement de devise de présentation dans ses comptes 2018, tel qu'exposé dans la Note 6.10: Changements de Présentation.

Les comptes des filiales étrangères dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar sont convertis selon la méthode du cours de clôture. Les éléments d'actifs et de passifs, y compris les goodwill sur les filiales étrangères, sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au taux moyen de la période. Les écarts de conversion sont constatés en autres éléments du résultat global, au bilan dans les capitaux propres au poste « écarts de conversion » et pour la part des minoritaires au poste « participations ne donnant pas le contrôle ». Les écarts de conversion afférents à un investissement net dans une activité à l'étranger sont imputés directement en autres éléments du résultat global.

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur dans la devise fonctionnelle de l'entité concernée à la date de l'opération. Les actifs et passifs monétaires en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur dans la devise fonctionnelle de l'entité concernée au cours de clôture. Les différences résultant de la conversion en devises à ce dernier cours sont portées au compte de résultat en autres produits financiers ou autres charges financières.

Lorsque le règlement d'un élément monétaire qui est une créance à recevoir ou une dette payable à une activité à l'étranger, n'est ni planifié, ni probable dans un avenir prévisible, les gains et pertes de change en résultant sont considérés comme faisant partie de l'investissement net dans une activité à l'étranger et sont comptabilisés en autres éléments du résultat global et sont présentés en réserve de conversion.

Le Groupe applique la comptabilité de couverture aux écarts de change survenant entre la monnaie fonctionnelle de l'activité à l'étranger et la monnaie fonctionnelle de la holding, en cas de différence de monnaie fonctionnelle.

Les écarts de change résultant de la conversion d'un passif financier désigné comme couverture d'un investissement net d'une activité à l'étranger sont comptabilisés en autres éléments du résultat global pour la partie efficace de la couverture et accumulés en réserve de conversion. Tout écart se rapportant à la partie inefficace de la couverture est comptabilisé en résultat net. Lorsque l'investissement net couvert est cédé, le montant des écarts comptabilisés en réserve de conversion qui s'y rapporte est reclassé en résultat au niveau du résultat de cession.

Note 2.2: Informations relatives au périmètre de consolidation et aux titres de participations non consolidés

En application de la recommandation ANC 2017-01 du 2 décembre 2017, la liste exhaustive des entités du Groupe est présentée dans le document de référence de l'exercice au chapitre 7.

Note 2.3: Liste des entités consolidées

L'évolution notable du périmètre de consolidation sur l'exercice 2018 concerne principalement les sociétés suivantes :

Intégration de société dans le périmètre de consolidation

- Maurel & Prom Angola S.A.S, devant porter les intérêts du Groupe dans les permis Angolais, notamment les Blocs 3/05 et 3/05A.
- Maurel & Prom Exploration Production France S.A.S, portant depuis cette année les intérêts du Groupe dans le permis Français Mios.
- Maurel & Prom Venezuela S.L, portant les titres acquis dans la société mixte, Petroregional Del Lago S.A..
- M&P Servicios Integradados UW S.A., société d'assistance technique,
- Caroil Assistance Technique International S.A, société de portage salarial
- Maurel & Prom Trading S.A., société dédiée au marketing d'hydrocarbures.

Acquisition d'une participation dans une entreprise associée

En décembre 2018, le Groupe a acquis une participation de 40 % dans la société Petroregional Del Lago (PRDL) pour un montant de 70 M€ dont 47 M€ versés en numéraire à la date d'acquisition. La valeur comptable des actifs nets de Petroregional Del Lago s'élevé à 205 M\$ et représente une quote-part de 82 M\$ dans les états financiers du Groupe.

Les sociétés consolidées sont les suivantes :

Société	Siège	Méthode de consolidation (*)	% de contrôle	
			31/12/2018	31/12/2017
Etablissements Maurel & Prom S.A.	Paris	Mère	Société consolidante	
Maurel & Prom Assistance Technique S.A.S.	Paris, France	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Assistance Technique International S.A.	Genève, Suisse	IG	99,99%	99,99%
Maurel & Prom West Africa S.A.	Bruxelles, Belgique	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Gabon S.A.	Port-Gentil, Gabon	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Exploration et Production BRM S.A.S.	Paris, France	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Exploration Production Tanzania Ltd	Dar es Salaam, Tanzanie	IG	100,00%	100,00%
Cyprus Mnazi Bay Limited	Nicosie, Chypre	IG	60,08%	60,08%
Maurel & Prom Mnazi Bay Holdings S.A.S.	Paris, France	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Namibia S.A.S.	Paris, France	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Peru Holdings S.A.S.	Paris, France	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Peru SAC	Lima, Pérou	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Italia Srl	Raguse, Sicile	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom East Asia S.A.S.	Paris, France	IG	100,00%	100,00%
MP Energy West Canada Corp.	Calgary, Canada	IG	100,00%	100,00%
MP West Canada S.A.S.	Paris, France	IG	100,00%	100,00%
Saint-Aubin Energie Québec Inc	Montréal, Canada	IG	100,00%	100,00%
Saint-Aubin Exploration & Production Québec Inc	Montréal, Canada	IG	100,00%	100,00%
Maurel & Prom Colombia BV	Rotterdam, Pays Bas	MEE	50,00%	50,00%
Seplat	Lagos, Nigéria	MEE	20,46%	21,37%
Deep Well Oil & Gas, Inc	Edmonton, Alberta, Canada	MEE	19,57%	19,67%
Maurel & Prom Drilling Services	Amsterdam, Pays Bas	IG	100,00%	100,00%
Caroil S.A.S	Paris, France	IG	100,00%	100,00%
Caroil Assistance Technique International S.A.	Genève, Suisse	IG	100,00%	N/A
Maurel & Prom Trading S.A.	Paris, France	IG	100,00%	N/A
Maurel & Prom Venezuela S.L.	Madrid, Espagne	IG	100,00%	N/A
Petroregional Del Lago (PRDL)	Caracas, Venezuela	MEE	40,00%	N/A
M&P Servicios Integradados UW S.A.	Caracas, Venezuela	IG	100,00%	N/A
Maurel & Prom Angola S.A.S.	Paris, France	IG	100,00%	N/A
Maurel & Prom Exploration Production France S.A.S.	Paris, France	IG	100,00%	N/A

(*) IG : intégration globale / MEE : mise en équivalence

Note 2.4: Titres mis en équivalence

en milliers \$	Maurel & Prom Colombia BV	Seplat	Deep Well Oil	Petroregional Del Lago	Total
Titres MEE au 31/12/2017	856	149 817	(84)	0	150 589
Résultat	(1 374)	32 024	(65)	0	30 585
Effet réserves de la dilution (2)		(6 354)	192	0	(6 162)
Valorisation des actions diluées (2)		8 749		0	8 749
Mouvement en OCI		(179)		0	(179)
Entrée de périmètre				82 108	82 108
Dividendes		(12 059)		0	(12 059)
Titres MEE au 31/12/2018	(519)	171 996	44	82 108	253 629

Les données ci-dessous sont présentées telles que publiées dans les états financiers des coentreprises et entreprises associées (à 100% et non en quote-part) au 31 décembre 2018, après le cas échéant, conversion en US Dollar, ajustements à la juste valeur et retraitements d'homogénéisation des méthodes comptables.

en milliers \$	Maurel & Prom Colombia BV	Seplat	Deep Well Oil	Petroregional Del Lago	Total
Localisation	Colombie	Nigéria	Canada	Venezuela	
	Co-entreprise	Entreprise associée	Entreprise associée	Co-entreprise	
Activité	Exploration	Production	Exploration	Production	
% détention	50,001%	20,46%	19,57%	40,00%	

Total actif non courant	151	1 663 131	398	205 270	
Autres actifs courants	4 266	273 376	66		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	352	584 723	298		
Total Actif	4 768	2 521 230	762	205 270	
Total passif non courant	429	601 976	493		
Total passif courant	5 377	324 973	45		
Total Passif (hors capitaux propres)	5 805	926 949	539	0	

Rapprochement avec les valeurs au bilan

Total capitaux propres ou Actif net	(1 037)	1 594 281	223	205 270	
Quote-part détenue	(519)	326 201	44	82 108	
ajustement à la juste valeur IFRS 3 (1)		(162 954)			
Valorisation des actions diluées (2)		8 749			
Valeur au bilan au 31/12/2018	(519)	171 996	44	82 108	253 629
<i>Chiffre d'affaires</i>	151	746 140	9		
Résultat opérationnel	(1 283)	325 097	(336)		
Gain/Perte de change		1 433			
Perte sur dérivés sur hydrocarbures		(1 936)			
Charge d'intérêts	(1 280)	(61 230)	6		
impôts sociétés	(185)	(116 814)	0		
Résultat net des sociétés MEE	(2 749)	146 550	(330)	0	
Quote-part détenue	(1 374)	29 985	(65)	0	
Retraitements d'homogénéisation (3)		2 039			
Valeur au P&L au 31/12/2018	(1 374)	32 024	(65)	0	30 585

(1) sur Seplat il s'agit de l'ajustement de juste valeur selon IFRS 3 (intégration à la valeur de bourse) constaté en 2015 dans le cadre de la fusion avec MPI.

(2) Seplat a émis 25 millions d'actions gratuites, générant une dilution de la part M&P de 0.9% s'appliquant aux capitaux propres détenus diminué de l'ajustement de juste valeur IFRS3 de 2015. Cet effet de réduction des capitaux propres est de 6.5M\$. Dans le même temps les actions diluées se valorisent au prix de marché de 8.7M\$. En net, il ressort un profit de dilution de la quote-part des capitaux propres en « autre produit de l'activité » pour 2M\$.

(3) sur Seplat il s'agit de la reconnaissance par résultat de paiements en action.

La quote-part du Groupe dans le résultat des sociétés mises en équivalence s'établit à 31 M\$, traduisant le complet rétablissement de la production d'hydrocarbures de Seplat aux niveaux atteints avant la déclaration de force majeure sur le terminal d'exportation et le renforcement de sa production de gaz.

En décembre 2018, le Groupe a acquis une participation de 40 % dans la société Petroregional Del Lago (PRDL) pour un montant de 70 M€ (tel qu'expliqué en note 1.1). La valeur comptable des actifs nets de Petroregional Del Lago s'élève à 205 M\$ et représente une quote-part de 82 M\$ dans les états financiers du Groupe.

Une évaluation provisoire des actifs identifiables acquis et des passifs repris a été réalisée au 31 décembre 2018, amenant à comptabiliser la juste valeur de cet investissement actif non courant. Au cours de la période d'évaluation de 12 mois, les justes valeurs des actifs identifiables acquis et des passifs repris seront affinées.

Le Groupe n'a pas reconnu au 31 décembre 2018, et au regard du contexte local actuel, de différentiel significatif entre la juste valeur de cet investissement et le prix d'acquisition.

Les informations comparatives 2017 sont rappelées ici :

en milliers \$ retraité	Maurel & Prom Colombia BV	Seplat	Deep Well Oil	Total
Localisation	Colombie	Nigéria	Canada	
	Co-entreprise	Entreprise associée	Entreprise associée	
Activité	Exploration	Production	Exploration	
% détention	50,001%	21,369%	19,670%	
Total actif non courant	92	1 764 789		
Autres actifs courants	8 064	412 629		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	832	437 212		
Total Actif	8 988	2 614 630	0	
Total passif non courant	580	431 407	427	
Total passif courant	6 696	685 426		
Total Passif (hors capitaux propres)	7 276	1 116 833	427	
Rapprochement avec les valeurs au bilan				
Total capitaux propres ou Actif net				
Ajustement de conversion historique		109 742		
Actif net	1 712	1 607 539	(427)	
Quote-part détenue	856	343 509	(84)	
Juste valeur IFRS 3 (1)		(193 691)		
Valeur au bilan au 31/12/2017	856	149 817	(84)	150 589
Chiffre d'affaires		452 179		
Résultat opérationnel	(2 143)	130 250	(1 941)	
Perte de change		682		
Perte sur dérivés sur hydrocarbures		(18 518)		
Résultat financier	(65)	(68 417)		
impôts sociétés	(242)	221 233		
Résultat net des sociétés MEE	(2 450)	265 230	(1 941)	
Quote-part détenue	(1 225)	56 676	(382)	
Retraitements d'homogénéisation (2)		1 212		
Valeur au P&L au 31/12/2017	(1 225)	57 888	(382)	56 281

1) sur Seplat il s'agit de l'ajustement de juste valeur selon IFRS 3 (intégration à la valeur de bourse) constaté en 2015 dans le cadre de la fusion avec MPI.

(2) sur Seplat il s'agit essentiellement de la reconnaissance par résultat de paiements en action et de la sortie de périmètre d'une filiale.

Note 3 : Opérations

Note 3.1: Information sectorielle

Conformément à IFRS 8, l'information sectorielle est présentée selon des principes identiques à ceux du reporting interne et reproduit l'information sectorielle interne définie pour gérer et mesurer les performances du Groupe.

Les activités de Maurel & Prom sont divisées en trois secteurs : production, exploration et forage. L'information géographique n'est pertinente qu'au niveau des actifs et est présentée dans les notes relatives aux immobilisations. Les autres activités recouvrent principalement les activités fonctionnelles et financières des holdings. Le résultat opérationnel et les actifs sont répartis entre chaque secteur à partir des comptes contributifs des entités qui incluent les retraitements de consolidation.

en milliers \$	Production d'Hydrocarbures				Autres Activités			31/12/2018	
	Gabon	Tanzanie	Nigeria (Seplat)	Angola (*)	Venezuela (*)	Exploration	Forage		Holding
Chiffre d'affaires	389 299	38 911					11 970		440 179
Produits & charges d'exploitation	(161 813)	3 509	2 407	(9)	(782)	(2 862)	(26 959)	(8 663)	(195 174)
Excédent brut d'exploitation	227 485	42 420	2 407	(9)	(782)	(2 862)	(14 989)	(8 663)	245 006
Dotations aux amortissements, dépréciation & provisions des actifs en production et de forage	(95 472)	(9 029)				79	(904)	(548)	(105 874)
Provisions et Dépréciations d'actifs de forage							(9 146)		(9 146)
Charges et Dépréciations d'actifs d'exploration net des reprises					(693)	(1 158)	(186)	(2 092)	(1 158)
Autres charges non-récurrentes							125		(2 972)
Résultat cessions d'actifs								90	215
Résultat opérationnel	132 014	33 391	2 407	(9)	(1 476)	(3 942)	(25 101)	(11 214)	126 071
Quote-part des sociétés MEE			32 024			(1 439)			30 585
Flux net de trésorerie générés sur les opérations	182 434	29 108		(2 374)	(1 321)	16 335	(6 892)	(24 989)	192 301
Investissements incorporels	44 139					6 214	(2)	206	50 557
Immobilisations incorporelles (net)	175 428	17 375				6 919	28	169	199 920
Investissements corporels	70 225	2 440				1 053	19 005	294	93 017
Immobilisations corporelles (net)	1 376 838	48 941				2 968	21 793	623	1 451 162

(*) Les secteurs de la production d'hydrocarbures en Angola et au Venezuela ont été créés en 2018 mais ne contribueront pleinement au résultat du Groupe qu'en 2019.

Les informations comparatives 2017 sont rappelées ici :

en milliers \$ (*) converti	Gabon	Tanzanie	Nigéria (Seplat)	Exploration	Forage	Holding	31/12/2017
Chiffre d'affaires	361 290	23 126		96	16 117		400 629
Achats et charges d'exploitation et charges de personnel, net des autres produits	(158 297)	(6 318)		(5 444)	(22 905)	(17 725)	(210 688)
Excédent brut d'exploitation	202 994	16 808		(5 347)	(6 788)	(17 726)	189 941
Dotations aux amortissements, dépréciation & provisions des actifs en production et de forage	(107 623)	(6 548)			852	3 188	(110 132)
Provisions et Dépréciations d'actifs de forage					(6 916)		(6 916)
Charges et Dépréciations d'actifs d'exploration net des reprises				5 196			5 196
Autres charges non-récurrentes						(11 990)	(11 990)
Résultat cessions d'actifs	(65)					1	(64)
Résultat opérationnel	95 307	10 259		(151)	(12 852)	(26 527)	66 035
Quote-part des sociétés MEE	0	0	57 888	(1 607)	0	0	56 281
Flux net de trésorerie générés sur les opérations	177 107	1 501		12 129	(7 517)	1 777	184 997
Investissements incorporels	138			2 377	34		2 549
Immobilisations incorporelles (net)	132 402	19 105		1 741	21	0	153 269
Investissements corporels	33 100	1 775			225	126	35 226
Immobilisations corporelles (net)	1 316 104	49 546		1 834	17 094	461	1 385 038

(*) Présenté en EUR dans les comptes publiés 2017 et converti pour une présentation en USD pour l'exercice 2018 selon la note 6.10

Note 3.2: Résultat opérationnel

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires concernant l'huile, correspondant à la vente de la production sur les gisements opérés par la Société, est déterminé sur la base des ventes, c'est-à-dire des enlèvements d'huile. Le Groupe constate désormais le décalage entre les enlèvements et le droit théorique au sein du coût des ventes par le biais de la reconnaissance d'une position de sur-ou sous-enlèvement, valorisée au prix de marché, et comptabilisée en autres actifs courants (position de sous-enlèvement) ou autres passifs courants (position de sur-enlèvement).

Le chiffre d'affaires concernant le gaz, est reconnu au point de raccordement des installations des clients.

Le chiffre d'affaires des prestations de forage est constaté selon l'avancement de la prestation de forage, avancement mesuré selon la profondeur de forage et le temps de mobilisation passé.

Résultat opérationnel

Pour évaluer la performance de ses activités, le Groupe a retenu plusieurs indicateurs :

L'excédent brut d'exploitation (EBE) correspond au chiffre d'affaires net des éléments suivants :

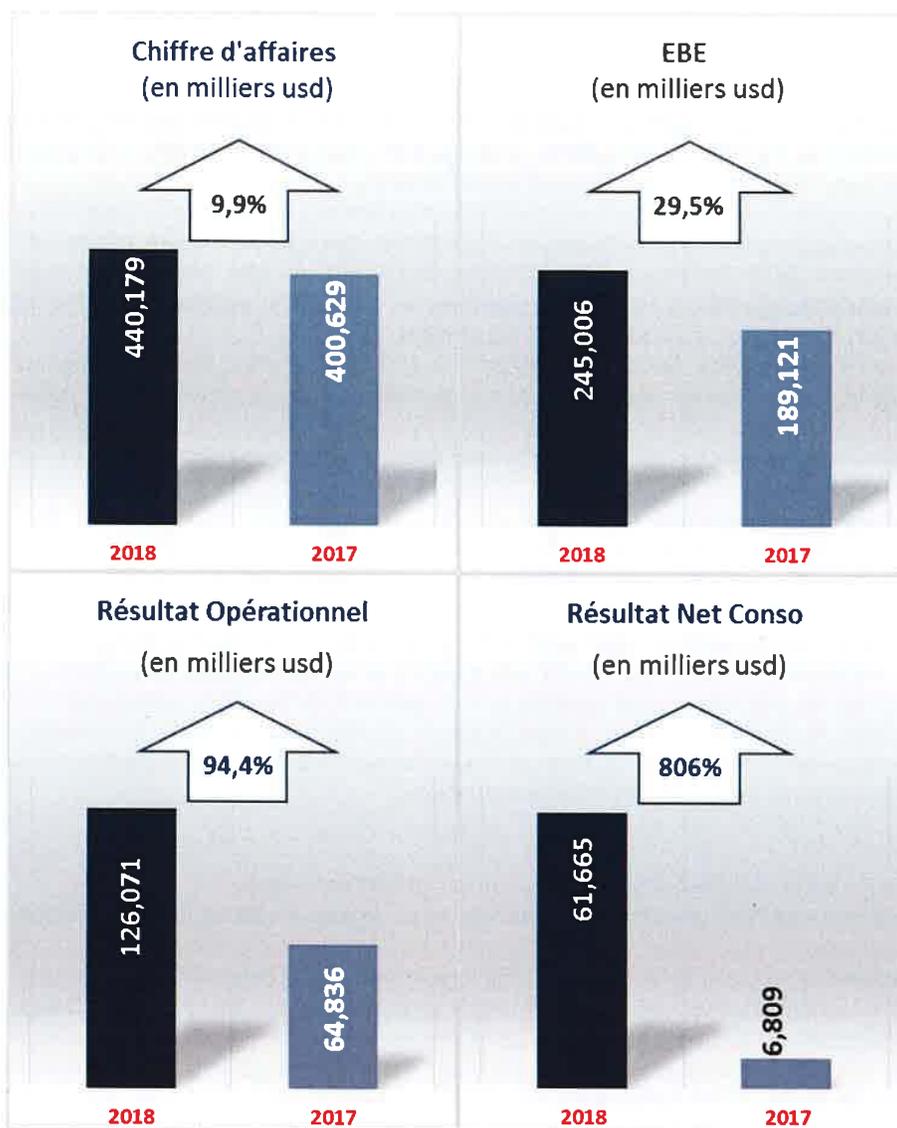
- autres produits d'exploitation,
- achats de consommables et de prestations de services (regroupées dans les achats et charges d'exploitation),
- taxes (incluant les redevances minières et autres taxes liées à l'activité),
- charges de personnel.

Ces 3 derniers éléments ont fait l'objet d'un regroupement par destination au sein des charges d'exploitation.

Le résultat opérationnel courant correspond à l'EBE net des dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, incluant la dépréciation.

Les éléments entre le résultat opérationnel courant et le résultat opérationnel correspondent à des produits et charges considérés comme inhabituels, non récurrents, et significatifs, tels que :

- les plus-values et moins-values significatives réalisées sur des cessions d'actifs;
- les impairment d'actifs opérationnels ;
- les dépréciations liées à l'abandon des actifs d'exploration ;
- les charges relatives aux dépenses engagées en phase d'exploration (jusqu'à l'identification d'un prospect), tant la volatilité de celles-ci est non prédictible, dépendant du résultat des activités d'exploration ;
- les coûts relatifs aux regroupements d'entreprises et aux restructurations.



Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe pour l'année 2018 s'élève à 440 M\$, en progression de 10% par rapport à celui de l'année 2017. La forte progression des prix du pétrole en 2018 a plus que compensé la baisse du volume de production d'huile au Gabon liée à des contraintes techniques d'évacuation, se traduisant au total par une augmentation du chiffre d'affaires. En effet, le prix de vente moyen s'élève à 68,8 \$/b sur l'exercice 2018 contre 53,0 \$/b sur l'exercice 2017 soit une augmentation de 30%. L'augmentation de la demande de gaz en Tanzanie, a engendré une progression significative de la production de gaz en 2018, à 83,2 Mpc/j à 100% en 2018, soit une hausse de 69% par rapport à l'année précédente. Sur le second semestre 2018, la production moyenne s'est élevée à 87,0 Mpc/j.

Le résultat opérationnel courant s'établit à 139M\$ en augmentation par rapport à l'an passé, notamment grâce à l'amélioration du cours du Brent.

Les autres produits et charges non courants comportent essentiellement des coûts relatifs aux regroupements d'entreprises.

Note 3.3: Immobilisations

Maurel & Prom mène son activité d'exploration et de production pour partie dans le cadre de Contrats d'Exploration et de Partage de Production (CEPP). Ce type de contrat, signé avec l'Etat-hôte, fixe les règles de coopération (en association avec d'éventuels partenaires), de partage de production avec l'Etat ou la société nationale qui le représente et définit les modalités d'imposition de l'activité.

En vertu de ces accords, la Société s'engage, à hauteur de ses intérêts, à financer les opérations d'exploration et de production et reçoit en contrepartie une quote-part de la production dite cost oil; la vente de cette part de production doit permettre de se rembourser des investissements ainsi que des coûts opérationnels engagés; le solde de la production (profit-oil) est alors partagé dans des proportions variables avec l'Etat ; la Société acquitte ainsi sa part d'imposition sur les revenus de ses activités.

Dans le cas de ces Contrats d'Exploration et de Partage de Production (CEPP), la Société comptabilise sa quote-part d'actifs, de revenus et de résultat par application de son pourcentage de détention dans le permis concerné.

Les principales méthodes de comptabilisation des coûts de l'activité pétrolière sont les suivantes :

Droits de recherche et d'exploration pétrolière

- Permis miniers : Les coûts relatifs à l'acquisition et à l'attribution de permis miniers sont inscrits en actifs incorporels et, durant la phase d'exploration, amortis linéairement sur la durée estimée du permis, puis, dans la phase de développement, au rythme des amortissements des installations de production pétrolière. En cas de retrait du permis ou d'échec des recherches, l'amortissement restant à courir est constaté en une seule fois.

- Droits miniers acquis : Les acquisitions de droits miniers sont inscrites en actifs incorporels et, lorsqu'ils ont permis la découverte de réserves pétrolières, sont amorties selon la méthode de l'unité de production sur la base des réserves prouvées et probables. Le taux d'amortissement est égal au rapport de la production d'hydrocarbures du champ pendant l'exercice sur les réserves d'hydrocarbures prouvées et probables au début du même exercice, réestimées sur la base d'une expertise indépendante.

Coûts d'exploration

Le Groupe applique la norme IFRS 6 relative à la comptabilisation des coûts d'exploration.

La comptabilisation des droits et actifs de production d'hydrocarbures est réalisée conformément à la méthode du « successful efforts ».

Les charges encourues antérieurement à la délivrance du permis d'exploration sont comptabilisées en charges.

Les études et travaux d'exploration, y compris les coûts de géologie et de géophysique, sont inscrits en charges jusqu'à l'identification d'un prospect.

Les dépenses concourant à l'identification d'un prospect tels que les forages d'exploration sont capitalisées et elles sont amorties à compter du début de l'exploitation.

Les dépenses de forage n'ayant pas abouti à une découverte commerciale sont comptabilisées en charges à hauteur des coûts engagés dès lors qu'il est décidé d'abandonner définitivement les travaux sur la zone concernée ou sur la zone de rattachement.

Lorsque la faisabilité technique et la viabilité commerciale du projet d'exploitation pétrolière deviennent démontrables (analyse basée sur le résultat des puits d'appréciation ou des travaux d'études sismiques...) suite à l'obtention de l'Autorisation Exclusive de Développement et d'Exploitation (AEDE), ces coûts deviennent alors des coûts de développement, dont une partie est transférée en actifs corporels, selon leur nature.

Dès qu'un indice de perte de valeur surgit (échéance d'un permis, dépenses ultérieures non budgétées...), un test de dépréciation est réalisé pour vérifier que la valeur comptable des dépenses engagées n'excède pas la valeur recouvrable.

Par ailleurs, lorsque la faisabilité technique et la viabilité commerciale du projet d'exploitation pétrolière deviennent démontrables, les actifs d'exploration sont systématiquement soumis à un test de dépréciation.

Les tests de dépréciation sont effectués au niveau du permis, tel que défini par le cadre contractuel, selon la pratique du secteur.

Immobilisations de production pétrolière

L'actif immobilisé de production pétrolière comprend les actifs reconnus en phase d'exploration et transférés en immobilisations corporelles à la suite de découvertes et les actifs liés au développement des champs (forage d'exploitation, installations de surface, systèmes d'évacuation de l'huile ...).

Déplétion

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'unité de production.

Pour les installations générales, c'est à dire concernant la totalité d'un champ (pipelines, unités de surface..), le taux d'amortissement retenu est égal au rapport de la production d'hydrocarbures du champ pendant l'exercice sur les réserves prouvées au début du même exercice. Le cas échéant, elles sont pondérées du ratio [réserves prouvées/(réserves prouvées + probables)], visant à prendre en compte leur dimensionnement à l'exploitation de l'ensemble des réserves prouvées et probables du champ concerné.

Pour les installations spécifiques, c'est à dire dédiées à des zones spécifiques d'un champ, le taux d'amortissement retenu est égal au rapport de la production d'hydrocarbures du champ pendant l'exercice sur les réserves prouvées développées au début du même exercice.

Les réserves prises en compte sont les réserves déterminées à partir d'analyses menées par des organismes indépendants dans la mesure où elles sont disponibles à la date d'arrêtés des comptes.

Coûts de remise en état des sites

Des provisions pour remise en état des sites sont constituées dès lors que le Groupe a une obligation de démanteler et de remettre en état les sites.

Le coût actualisé de remise en état des sites est capitalisé et rattaché à la valeur de l'actif sous-jacent et amorti au même rythme que celui-ci.

Financement des coûts pétroliers pour le compte de tiers

Le financement des coûts pétroliers pour le compte de tiers est une opération qui consiste, dans le cadre d'une association pétrolière, à se substituer à un autre membre de l'association pour le financement de sa part dans le coût de travaux.

Lorsque les conditions contractuelles lui confèrent des caractéristiques similaires à celles des autres actifs pétroliers, le financement des coûts pétroliers pour le compte de tiers est traité comme un actif pétrolier.

En conséquence et conformément au paragraphe 47 (d) de l'ASC 932 usuellement appliqué dans le secteur pétrolier, les règles de comptabilisation sont celles applicables aux dépenses de même nature que la part propre du groupe (immobilisations, amortissements, dépréciation, frais d'exploitation en charges) :

- enregistrement des coûts d'exploration financés en actifs incorporels (part des associés portés comptabilisée comme la part Maurel & Prom)
- dans le cas de recherche n'ayant pas abouti à une mise en production : inscription de la totalité des coûts en charges ;
- dans le cas de mise en production : transfert des coûts inscrits en actifs incorporels en actifs corporels (installations techniques) ;
- la part des hydrocarbures revenant aux associés portés et servant au remboursement du portage est considérée comme un chiffre d'affaires chez l'associé qui porte ;
- les réserves correspondant aux coûts portés sont ajoutées aux réserves de l'associé qui porte les coûts ;
- amortissement des installations techniques (y compris la part des associés portés) selon la méthode de l'unité de production en intégrant au numérateur la production de la période affectée aux remboursements des coûts portés et au dénominateur la part des réserves servant à rembourser la totalité des coûts portés.

Autres actifs immobilisés incorporels

Les autres actifs immobilisés incorporels sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et figurent au bilan pour cette valeur, après déduction des amortissements cumulés et des éventuelles dépréciations.

Les amortissements sont calculés sur un mode linéaire et la durée d'amortissement est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'actifs incorporels amortis sur une durée allant d'un à trois ans.

Autres actifs immobilisés corporels

La valeur brute des autres actifs immobilisés corporels correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation.

Les amortissements sont calculés sur un mode linéaire et la durée d'amortissement est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'actifs corporels, dont les principales sont les suivantes :

- constructions : 10 ans ;
- ouvrages d'infrastructure : 8 à 10 ans ;

- appareils de forage : 3 à 20 ans ;
- installations techniques : 3 à 10 ans ;
- agencements et installations : 4 à 10 ans ;
- matériel de transport : 3 à 8 ans ;
- matériel de bureau et informatique : 2 à 5 ans ; et
- mobilier de bureau : 3 à 10 ans.

Les contrats de location financement sont ceux qui ont pour effet de transférer la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif du bailleur au preneur. Ces contrats sont comptabilisés à l'actif du bilan à la juste valeur, ou si elle est plus faible, à la valeur actualisée des loyers minimaux au titre du contrat. La dette correspondante est comptabilisée au passif du bilan dans les dettes financières. Ces actifs sont amortis selon les durées d'utilité appliquées par le Groupe.

Les contrats de location, qui ne sont pas des contrats de location financement tels que définis ci-dessus, sont comptabilisés comme des contrats de location simple. Les paiements au titre de contrats de location simple sont comptabilisés au compte de résultat sur une base linéaire sur la durée de location.

Les coûts d'emprunt sont capitalisés lorsque l'actif concerné remplit les conditions d'éligibilité telles que définies par IAS23R.

Dépréciation des actifs

Lorsque des événements indiquent un risque de perte de valeur des actifs incorporels et corporels, et concernant le goodwill et les actifs incorporels non amortis au moins une fois par an, un test de dépréciation est effectué afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable, cette dernière étant définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée des coûts de sortie) et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation des actifs et de leur cession.

S'agissant des actifs pétroliers en production, les flux de trésorerie sont déterminés en fonction des réserves identifiées, du profil de production associé et des prix de vente escomptés après prise en compte de la fiscalité applicable selon les Contrats de Partage de Production.

Le permis est généralement retenu comme étant l'unité génératrice de trésorerie (UGT). Une UGT est un ensemble d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par les autres groupes d'actifs. Dans certains cas, un permis peut contenir des actifs d'exploration et de production.

Concernant les autres activités du Groupe, les tests de dépréciation sont réalisés sur la base de business plans de la société, incluant une valeur terminale.

Le taux d'actualisation retenu tient compte du risque lié à l'activité et à sa localisation géographique.

Dans le cas où le montant recouvrable est inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants.

Cette perte de valeur peut éventuellement être reprise dans la limite de la valeur nette comptable qu'aurait eue l'actif à la même date s'il n'avait pas été déprécié. Les pertes de valeur constatées sur les goodwill ont un caractère irréversible.

Note 3.3.1 Immobilisations incorporelles

en milliers \$	31/12/2017 retraité (*)	Ecart de Conversion	Invest.	Transfert	Charge d'explo.	Amort.	31/12/2018
Ezanga (Gabon)	140 608		44 139	(344)		(8 975)	175 428
Mnazi Bay (Tanzanie)	20 289					(2 914)	17 375
Actifs rattachés à des permis en exploration	1 687	65	6 214	1 004	(1 801)	(250)	6 919
Forage	22	13	(2)			(5)	28
Autres	29		206			(66)	169
Immobilisations incorporelles (net)	162 636	77	50 557	660	(1 801)	(12 210)	199 920

(*) Présenté en EUR dans les comptes publiés 2017 et converti pour une présentation en USD pour l'exercice 2018 selon la note 6.10

Sur le permis Ezanga, les investissements correspondent aux droits rachetés à Rockover, pour 43M\$ en contrepartie d'une augmentation de capital réservée de 32,25 M\$ et d'un versement numéraire de 10,75 M\$.

Tous les actifs composant le portefeuille d'exploration du Groupe ont fait l'objet d'une analyse de leur valeur recouvrable conformément aux dispositions d'IFRS6 et d'IAS 36. Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée sur les actifs incorporels Ezanga, Kari, Nyanga- Mayombé, Mnazi Bay.

Les dépenses d'exploration en Namibie afférentes à l'acquisition de données sismiques sont en amont de la détermination de la présence d'un prospect d'hydrocarbures et ont par conséquent été passées en charge sur la période, en vertu de l'application de la méthode de « successful effort ».

Il est rappelé ci-dessous les variations des immobilisations incorporelles de l'exercice précédent présenté en USD :

en milliers \$ (*) retraité	31/12/2016	Ecart de Conversion	Invest.	Transfert	Charge d'explo.	Amort.	31/12/2017
Ezanga (Gabon)	148 277		138			(7 806)	140 608
Mnazi Bay (Tanzanie)	38 724			(10 478)		(3 268)	20 289
Actifs rattachés à des permis en exploration	7 912		2 337		(8 023)		1 687
Forage	56	(2)	34	1		(65)	22
Autres	9		40			(21)	29
Immobilisations incorporelles (net)	194 978	(2)	2 549	(10 477)	(8 023)	(11 160)	162 636

(*) Présenté en EUR dans les comptes publiés 2017 et converti pour une présentation en USD pour l'exercice 2018 selon la note 6.10

La décomposition des valeurs nettes des immobilisations incorporelles entre le brut et les amortissements se présente comme suit

en milliers \$	Goodwill	Droits de recherche et d'exploitation pétrolière	Dépenses d'exploration	Autres	Total
Valeur brute au 31/12/2017 (*) retraité	7 679	231 334	88 459	4 756	332 228
Amortissements au 31/12/2017 (*) retraité	(7 679)	(69 123)	(88 459)	(4 331)	(169 592)
Valeur nette comptable au 31/12/2017 retraité (*)	0	162 210	(0)	425	162 636
Valeur brute au 31/12/2018	7 331	278 443	96 020	3 203	384 997
Amortissements au 31/12/2018	(7 331)	(85 266)	(89 782)	(2 698)	(185 078)
Valeur nette comptable au 31/12/2018	(0)	193 177	6 238	505	199 920

(*) Présenté en EUR dans les comptes publiés 2017 et converti pour une présentation en USD pour l'exercice 2018 selon la note 6.10

Note 3.3.2 Immobilisations corporelles

en milliers \$	31/12/2017 retraité (*)	Ecart de Conversion	Invest.	Transfert	Dépré.	Amort.	31/12/2018
Ezanga (Gabon)	1 397 683		70 225	344		(91 414)	1 376 838
Mnazi Bay (Tanzanie)	52 617		2 440			(6 115)	48 941
Mios (France)		(32)	1 053				1 020
Nyanga-Mayombé (Gabon)	1 948						1 948
Forage	18 153	2	19 005		(9 146)	(6 222)	21 793
Autres	490		294			(161)	623
Immobilisations corporelles (net)	1 470 890	(30)	93 017	344	(9 146)	(103 913)	1 451 162

(*) Présenté en EUR dans les comptes publiés 2017 et converti pour une présentation en USD pour l'exercice 2018 selon la note 6.10

Les investissements corporels de la période concernent pour l'essentiel les investissements de production réalisés sur le permis d'Ezanga.

En application d'IAS 36, des tests de dépréciations ont été effectués, afin de déterminer la valeur recouvrable des actifs.

Concernant les activités de production au Gabon et en Tanzanie, la valeur d'utilité a été déterminée sur la base des réserves, coûts et cash-flow futurs issus de rapports d'experts indépendants.

Les hypothèses de calcul reposent notamment sur (i) un prix forward du Brent de 62 \$/b en 2019, 70 \$/b en 2020, 77 \$/b en 2021 et 79 \$/b inflatés à compter de 2022 pour les ventes d'huile ou le prix de gaz contractuel pour les ventes de gaz, et (ii) un taux d'actualisation de 10%. Une variation raisonnable d'un des indicateurs pertinents de ces tests de dépréciation à savoir une baisse du prix de vente de 5% (dans le cas d'Ezanga), de la production de -5%, ou du taux d'actualisation de 100 points de base ne conduirait pas à la dépréciation des actifs de production.

La juste valeur des actifs de forage a été estimée sur la base de rapports d'experts, selon la même méthodologie que lors des exercices précédents.

Compte tenu des investissements de la période, la juste valeur a été déterminé à 22 M\$.

Il est rappelé ci-dessous les variations des immobilisations corporelles de l'exercice précédent présenté en USD :

en milliers \$ (*)retraité	31/12/2016	Ecart de Conversion	Invest.	Transfert	Dépré.	Amort.	31/12/2017
Ezanga (Gabon)	1 464 399		33 100			(99 816)	1 397 683
Mnazi Bay (Tanzanie)	43 643		1 775	10 478		(3 280)	52 617
Nyanga-Mayombé (Gabon)	1 948						1 948
Forage	23 520		225	(1)	(4 861)	(729)	18 153
Autres	521	(7)	126			(151)	489
Immobilisations corporelles (net)	1 534 032	(7)	35 226	10 477	(4 861)	(103 976)	1 470 890

(*) Présenté en EUR dans les comptes publiés 2017 et converti pour une présentation en USD pour l'exercice 2018 selon la note 6.10

La décomposition des valeurs nettes des immobilisations corporelles entre le brut et es amortissements se présente comme suit

en milliers \$	Terrains et construct.	Installations techniques	Acomptes et immob. en cours	Autres	Total
Valeur brute au 31/12/2017 retraité (*)	9 262	2 235 239	1 038	82 504	2 328 042
Amortissements au 31/12/2017 retraité (*)	(2 791)	(844 828)	(661)	(8 871)	(857 151)
Valeur nette comptable au 31/12/2017 retraité (*)	6 471	1 390 411	376	73 632	1 470 890
Valeur brute au 31/12/2018	9 268	2 301 358	5 701	90 260	2 406 586
Amortissements au 31/12/2018	(3 291)	(944 577)	(519)	(7 036)	(955 423)
Valeur nette comptable au 31/12/2018	5 976	1 356 781	5 182	83 223	1 451 162

(*) Présenté en EUR dans les comptes publiés 2017 et converti pour une présentation en USD pour l'exercice 2018 selon la note 6.10

Note 3.4: Stocks

en milliers \$	31/12/2017 retraité	Ecart de Conversion	Variation	Transfert	Dépréciation / Reprises	31/12/2018
Ezanga (Gabon)			9 896			9 896
BRM (Tanzanie)	6 087	(225)			(1 653)	4 208
Forage	1 710		(8 838)		7 128	0
Stocks (net)	7 796	(225)	1 058	0	5 474	14 104

Les stocks sont valorisés selon la méthode du Coût Moyen Pondéré au coût d'acquisition ou de production. Le coût de production inclut les consommations et les coûts directs et indirects de production. Les stocks d'hydrocarbures sont valorisés au coût de production comprenant les frais de champ, le transport et l'amortissement des biens concourant à la production. Une provision est constituée lorsque la valeur nette de réalisation est inférieure au coût des stocks.

Note 3.5: Créances clients

Les créances commerciales sont comptabilisées initialement à leur Juste Valeur, puis à leur coût amorti. A la clôture, des dépréciations des créances clients sont constituées à hauteur des pertes attendues sur la durée de vie des créances conformément à IFRS 9. L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée par les caractéristiques individuelles des clients.

en milliers \$	31/12/2017 retraité	Ecart de Conversion	Variation	Transfert	Dépréciation / Reprises	31/12/2018
Ezanga (Gabon)	13 183		34 798			47 981
Mnazi Bay (Tanzanie)	37 954		4 741			42 695
Forage	7 865		(2 001)	(175)	(1 192)	4 498
Autres	109	(3)	(92)			14
Clients et comptes rattachés (net)	59 111	(3)	37 447	(175)	(1 192)	95 188

L'encours clients sur Ezanga relatif aux ventes d'hydrocarbures correspond essentiellement aux créances sur les sociétés Total Oil Trading SA et Sogara auxquelles est vendue la production réalisée sur les champs du permis d'Ezanga. La variation de l'encours sur la période s'explique par le décalage des enlèvements.

L'encours clients sur Mnazi Bay relatif aux ventes de gaz correspond essentiellement aux créances sur la société nationale TPDC et sur Tanesco.

L'encours clients sur le forage correspond essentiellement à des créances sur des sociétés pétrolières de premier plan.

La recouvrabilité de l'ensemble de ces créances clients n'est pas remise en cause. Il n'y a pas de créance significative dépréciée.

Note 3.6:Autres actifs

Les autres actifs courants comprennent des actifs liés au cycle d'exploitation normal, et dont certaines peuvent être réalisées dans un délai supérieur à douze mois suivant la date de reporting. A la clôture, conformément à IFRS 9, des dépréciations sont constituées à hauteur des pertes attendues sur la durée de vie des créances.

en milliers \$	31/12/2017 retraité	Ecart de Conversion	Variation	Transfert	Dépréciation / Reprises	31/12/2018
Avances fournisseurs	3 505		(510)		(300)	2 695
Charges constatées d'avance et à répartir	1 153	(3)	741		(56)	1 836
Créances fiscales et sociales	85 070	(2 000)	(2 919)	(124)	(768)	79 259
Autres actifs (net)	89 728	(2 003)	(2 688)	(124)	(1 124)	83 789
Brut	94 470	(2 003)	(2 743)			89 723
Dépréciation	(4 742)		56	(124)	(1 124)	(5 934)
Non courant	46 568	(1 893)	0			44 675
Courant	43 160	(110)	(2 688)	(124)	(1 124)	39 114

Les « Créances fiscales et sociales hors IS » sont essentiellement constituées de la créance de TVA sur l'état Gabonais, libellée en XAF, dont la partie faisant l'objet d'un protocole est classée en non courant.

Note 3.7:Fournisseurs

en milliers \$	31/12/2017 retraité	Ecart de Conversion	Variation	Transfert	Dépréciation / Reprises	31/12/2018
Ezanga (Gabon)	43 548		2 163			45 711
Mnazi Bay (Tanzanie)	673		298			971
Forage	5 727		732	(259)		6 199
Autres	6 836	(120)	255			6 970
Fournisseurs et comptes rattachés	56 784	(120)	3 448	(259)	0	59 852

Note 3.8:Autres Dettes

en milliers \$	31/12/2017 retraité	Ecart de Conversion	Variation	Transfert & Périmètre	Dépréciation / Reprises	31/12/2018
Dettes sociales	11 658	(66)	1 056			12 648
Dettes fiscales	37 774	(10)	8 780			46 544
Dettes d'immobilisation	2 025		(41)			1 984
Avances	27 180		(606)			26 574
Dettes de position de sur-enlèvement			13 252			13 252
Dettes d'investissement				27 000		27 000
Créditeurs divers	36 394	587	(5 127)	(12 026)		19 827
Autres passifs courants	115 031	511	17 314	14 973	0	147 829

Les dettes d'investissement correspondent à un solde à payer à Shell, à la date anniversaire de finalisation de l'acquisition des intérêts dans la société PetroRegional Del Lago.

Note 3.9: Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire par une sortie de ressources constitutives d'avantages économiques.

L'obligation de remise en état des sites est comptabilisée pour la valeur actualisée du coût estimé au titre de l'obligation contractuelle de démantèlement ; l'impact du passage du temps est mesuré en appliquant au montant de la provision un taux d'intérêt sans risque. L'effet de la désactualisation est enregistré dans le poste « Autres produits et charges financiers ».

Les indemnités de départ en retraite correspondent à des régimes à prestations définies. Elles sont provisionnées de la façon suivante :

- *la méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetées qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs ; et*
- *les écarts constatés entre l'évaluation et la prévision des engagements (en fonction de projections ou hypothèses nouvelles) ainsi qu'entre la prévision et la réalisation sur le rendement des fonds investis sont appelés pertes et gains actuariels. Ils sont comptabilisés en autres éléments du résultat global, sans possibilité de recyclage ultérieur en résultat. Le coût des services passés est reconnu en résultat, qu'ils soient acquis ou non acquis.*

en milliers \$	31/12/2017 retraité	Ecart de Conversion	Dotation	Reprise	Transfert	31/12/2018
Remise en état des sites	42 957	(116)	986	(7 364)	1 004	37 466
Engagements de retraites	1 070	(6)	100			1 164
Autre	21 031	(253)		(5 511)	(39)	15 227
Provisions	65 058	(376)	1 085	(12 875)	965	53 857
Non courant	49 245	(122)	1 085	(7 364)	(4 824)	38 019
Courant	15 813	(253)	0	(5 511)	5 789	15 838

Les provisions pour remise en état des sites, concernant les sites en production, sont établies sur la base d'un rapport d'expert et actualisées en utilisant les taux US Bloomberg Corporate AA en phase avec la durée des engagements. A titre d'exemple, un taux de 4,7% projeté sur 40 ans est utilisé pour la provision relative à la remise en état d'Ezanga.

Les autres provisions couvrent divers risques notamment fiscaux et sociaux dans les différents pays où le Groupe est présent.

Note 4 : Financements

Note 4.1: Résultat financier

en milliers \$	31/12/2018	31/12/2017 retraité
Intérêts sur découverts	(422)	(50)
Intérêts ORNANES	(17)	(32 283)
Intérêts prêts actionnaire	(3 793)	(4 486)
Intérêts sur autres emprunts	(24 692)	(20 373)
Coût de l'endettement brut	(28 924)	(57 192)
Produits de trésorerie	5 156	1 473
Résultats nets sur instruments dérivés	(111)	6 820
Coût de l'endettement net	(23 879)	(48 899)
Ecart de change nets	(2 527)	(32 658)
Autres	(233)	(1 553)
Autres produits et charges financiers nets	(2 760)	(34 211)
Résultat financier	(26 639)	(83 111)

Le coût de l'endettement brut reprend le taux d'intérêt effectif de l'emprunt (c'est-à-dire le taux actuariel tenant compte des frais d'émission).

Les écarts de change nets sont liés pour l'essentiel à la réévaluation au taux de clôture des positions en devises de transactions différentes de la devise fonctionnelle du Groupe (USD).

- Le taux de conversion EUR/USD au 31/12/2017 s'établissait à 1.199 contre 1.145 à la clôture.
- Les positions en devises de transactions, différentes de la devise fonctionnelle USD de l'ensemble des entités consolidées, sont essentiellement des créances Gabonaises d'un montant de 69 M€ (libellée en XAF)

Les autres produits et charges financiers incluent principalement l'effet de désactualisation (accrétion) de la provision de remise en état des sites.

Note 4.2: Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, puis à leur coût amorti.

A la clôture, conformément à IFRS 9, des dépréciations sont constituées à hauteur des pertes attendues sur la durée de vie des créances.

en milliers \$	31/12/2017 retraité	Ecart de Conversion	Variation	Transfert	Dépréciation / Reprises	31/12/2018
Compte courants MEE	3 267	(221)	96			3 142
Dépôts	4 617	(22)	99			4 693
Autres avances	13 064	2 911	(14 237)		(97)	1 641
Créances de portage Ezanga (Gabon)	56 925		(2 660)	(12 026)		42 238
Créances de portage Mnazi Bay(Tanzanie)	9 534		(1 791)			7 743
Débiteurs Divers	956	(21)	1 524		(571)	1 888
Autres actifs financiers (net)	88 363	2 647	(16 969)	(12 026)	(668)	61 346
Non courant	7 884	(244)	195	(0)	0	7 835
Courant	80 479	2 890	(17 164)	(12 026)	(668)	53 511

Les créances de portage correspondent au financement par le Groupe de la quote-part des coûts revenant à ses partenaires, dans le cadre des contrats d'association. Celles-ci sont récupérées par réallocation au profit du Groupe d'une partie des ventes d'hydrocarbures, revenant aux associés portés. Le rythme de recouvrement de ces portages s'inscrit dans le cycle d'exploitation normal de l'activité et peut par conséquent excéder une période de 12 mois.

Note 4.3: Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les dépôts bancaires correspondent aux soldes des comptes à vue et des placements à court terme d'excédents de trésorerie.

en milliers \$	31/12/2018	31/12/2017 retraité
Liquidités, Banques et caisses	199 076	199 170
Dépôts bancaires à court terme	1 468	948
Valeurs mobilières de placement	79 327	60 020
Trésorerie et équivalents de trésorerie	279 871	260 138
Concours bancaires (*)	(113)	(784)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets	279 757	259 354

(*) Les concours bancaires sont repris dans la dette ci-dessous

Note 4.4: Emprunts

en milliers \$	31/12/2017 retraité	Remboursement	Charge d'intérêts	Décaissement intérêts	autres mouvements	31/12/2018
Term Loan (600M\$)	591 385		2 080			593 465
Prêt actionnaire	100 000					100 000
Dettes de location financement	2 226		334	(334)		2 226
Non courants	693 612		2 414	(334)		695 692
ORNANE 2019	345	(345)	17	(17)		
ORNANE 2021	3	(3)				
Dettes de location financement	412	(366)				46
Concours bancaires courants	784		422	(422)	(670)	113
Intérêts courus	787		26 071	(24 875)	(95)	1 888
/ prêt actionnaire (100M\$)	95		3 793	(3 793)	(95)	
/ Term loan (600M\$)	592		22 278	(21 082)		1 888
Courants	2 330	(714)	26 510	(25 313)	(765)	2 047
Emprunts	695 942	(714)	28 924	(25 648)	(765)	697 739

Note 4.4.1 Emprunts obligataires

A la clôture de l'exercice 2017, il restait uniquement 16 936 ORNANE 2019 et 240 ORNANE 2021 en circulation. Le Groupe a exercé son droit de procéder à l'amortissement anticipé des obligations convertibles dans les conditions prévues par leurs contrats d'émission respectifs, avec prise d'effet au 12 février 2018.

Note 4.4.2 Autres Emprunts

Les autres emprunts sont enregistrés initialement à leur juste valeur puis au coût amorti. Les frais d'émission sont comptabilisés en déduction de la juste valeur initiale de l'emprunt. Puis, les frais financiers sont calculés sur la base du taux d'intérêt effectif de l'emprunt (c'est-à-dire du taux actuariel tenant compte des frais d'émission).

Le refinancement, fin décembre 2017, de l'ensemble de sa dette à des conditions favorables, a permis au Groupe de bénéficier d'un rééchelonnement des remboursements sur une période de sept ans, dont deux ans de période de franchise. Par la même occasion, la devise fonctionnelle des holdings de financement s'aligne avec celle des holdings opérationnelles sur l'US Dollar, visant à réduire l'exposition future au change.

Prêt Actionnaire

En décembre 2017, dans le cadre de son refinancement, le Groupe a contracté un prêt actionnaire avec PIEP, d'un montant initial de 100 M\$, assorti d'une seconde tranche de 100 M\$ tirable à la discrétion de Maurel & Prom

Les termes de cette facilité sont les suivants :

Montant initial : 100 M\$
 Tranche supplémentaire : 100 M\$ tirable à discrétion
 Maturité : Décembre 2024
 Premier amortissement : Décembre 2020
 Remboursement : 17 échéances trimestrielles
 Taux d'emprunt : LIBOR + 1,60 %.

Prêt bancaire à terme de 600 M\$ (Term loan)

Le Groupe a rcontracté le 21 décembre 2017 un prêt à terme pour 600 M\$ auprès d'un Groupe de neuf banques internationales.

Les termes de ce prêt sont les suivants :

Montant initial : 600 M\$
 Maturité : Décembre 2023
 Premier amortissement : Mars 2020
 Remboursement : 16 échéances trimestrielles
 Taux d'emprunt : LIBOR + 1,50 %.

Le Groupe a souscrit, fin Juin 2018, des instruments dérivés de taux d'intérêts, dont l'objectif est de limiter le coût de l'endettement en cas de hausse de taux d'intérêts.

Le nominal couvert s'élève à 250M\$, pour des maturités entre juillet 2020 et juillet 2022, sur le Libor 3 mois.

Dans ce contexte, une qualification de la couverture en « Cash-Flow Hedge » au regard d'IFRS 9 a été adoptée. Seule la valeur intrinsèque a été désignée comme un instrument de couverture. La valeur temps a été traitée comme un coût de couverture comptabilisé en OCI puis amorti linéairement en compte de résultat. La juste valeur de ces dérivés est comptabilisée dans le poste « instruments financiers actifs dérivés non courants » au bilan.

en milliers \$	31/12/2017	OCI	31/12/2018
Instruments financiers	0	1 615	1 615

Note 5 : Risques financiers & Juste Valeurs

Note 5.1: Risques sur les fluctuations de cours des hydrocarbures

Historiquement, les prix du pétrole et du gaz ont toujours été très volatils et peuvent être affectés par différents facteurs extrêmement variés tels que, notamment, la demande d'hydrocarbures directement liée à l'économie générale, les capacités et le niveau de production, les politiques gouvernementales en matière d'énergie et les pratiques spéculatives. L'économie de l'industrie pétrolière et gazière et, notamment, sa rentabilité sont très sensibles aux variations du cours des hydrocarbures exprimés en dollars américains. Les cash-flows et les résultats prévisionnels du Groupe sont donc fortement influencés par l'évolution du cours des hydrocarbures exprimé en dollars américains. Aucune couverture sur le cours des hydrocarbures n'a été effectuée en 2018.

Sur l'année 2018, le cours moyen du Brent a augmenté de 30% et s'est établi à 68,8 \$/b contre 53 \$/b sur 2017. Une variation à la baisse de 10 % du cours du pétrole par rapport au cours moyen 2018 aurait impacté le chiffre d'affaires et l'EBE de -39 M\$.

Note 5.2: Risques de change

Compte tenu de son activité fortement tournée vers l'international, le Groupe est exposé en théorie au risque de change à plusieurs titres :

- les variations de change affectent les transactions enregistrées en résultat opérationnel (flux de chiffre d'affaires, de coût des ventes, etc.) ;
- la réévaluation au taux de clôture des dettes et créances en devises génère un risque de change financier ;
- par ailleurs, il existe un risque de change lié à la conversion en US Dollar des comptes des entités du Groupe dont la monnaie de fonctionnement est l'Euro. L'écart résultant de cette conversion est enregistré en autres éléments du résultat global.

En pratique, cette exposition est à l'heure actuelle faible, puisque les ventes, la majeure partie des dépenses opérationnelles, une part significative des investissements et l'endettement sont libellées en US Dollar

La monnaie de présentation des comptes du Groupe ainsi que sa devise opérationnelle est l'US Dollar.

L'impact sur le résultat et les capitaux propres consolidés au 31 décembre 2018 d'une variation de 10% à la hausse ou à la baisse du taux de change EUR/USD est présenté ci-après :

En milliers \$	Impact sur le résultat avant IS		Impact sur l'écart de conversion (capitaux propres)	
	Hausse de 10% parité €//\$	Baisse de 10% parité €//\$	Hausse de 10% parité €//\$	Baisse de 10% parité €//\$
EUR équivalent	(7 233)	7 233	(5 179)	5 179
Autres devises				
Total	(7 233)	7 233	(5 179)	5 179

Le taux de change moyen annuel EUR/USD reste relativement stable à 1,13 USD pour 1 EUR pour l'année 2017 contre 1,18 USD pour 1 EUR en 2018. Le taux de change EUR/USD au 31 décembre 2018 s'élevait à 1,15 contre 1,20 au 31 décembre 2017.

Dans ce contexte, le Groupe a enregistré une perte de change de 2,5 M\$ en résultat financier en 2018 en nette diminution par rapport à la perte de change de 32,7M\$ en 2017.

Le Groupe conserve l'essentiel des liquidités en dollars américains afin de financer les dépenses d'investissement prévisionnelles dans cette devise. Il n'y avait pas d'opération de change en cours au 31 décembre 2018.

Au 31 décembre 2018, la position de change consolidée du Groupe (il s'agit des positions en devises de transactions différentes des devises fonctionnelles) qui ressortait à 72 M\$ s'analyse comme suit:

En milliers \$	Actifs et passifs	Engagements en devises	Position nette avant couverture	Instruments financiers de couverture	Position nette après couverture
Créances et dettes commerciales	91 151		91 151		91 151
Autres créiteurs et passifs divers	(18 818)		(18 818)		(18 818)
exposition EUR équivalent	72 332	0	72 332	0	72 332

Note 5.3: Risques de liquidité

En raison de son activité industrielle et commerciale, le Groupe est exposé à des risques d'insuffisance de liquidités ou d'inadéquation de sa stratégie de financement. Ces risques sont accentués par le niveau des prix du pétrole qui pourrait affecter sa capacité à se refinancer, si ces prix se situaient à un niveau durablement faible. Un état des lignes de financement disponibles au 31 décembre 2018 figure à la Note 4.4: Emprunts.

La liquidité du Groupe est appréhendée au travers d'états de trésorerie consolidés établis hebdomadairement et communiqués à la direction générale.

Des prévisions à sept jours et à des horizons mensuels, trimestriels et à fin d'année sont parallèlement établies. Les réalisations sont comparées aux prévisions grâce à ces états qui, outre la liquidité, permettent d'appréhender la position de change.

Au 31 décembre 2018, le Groupe disposait d'un montant de trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevant à 280 M\$.

À la connaissance de la Société, il n'existe pas de limitations ou de restrictions à la remontée de trésorerie des filiales du Groupe.

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des passifs financiers par échéance contractuelle :

en milliers \$	2019	2020	2021	2022	2023	>5ans	total flux contractuel	total valeur bilan
Prêt actionnaire	3 966	9 852	26 881	25 947	25 014	24 084	115 744	100 000
Term Loan (600M\$)	24 694	172 376	166 511	160 714	154 867		679 162	595 353
Concours bancaires courants	113						113	113
Dettes de location financement	341	341	341	341	341	4 032	5 737	2 272
TOTAL	29 115	182 568	193 732	187 002	180 223	28 115	800 755	697 739

La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et de ses échéances à venir.

Au 31 décembre 2018, la Société respectait l'ensemble des ratios prévus par le Term Loan. A ce jour, le Groupe considère donc être en mesure de faire face à ses échéances contractuelles.

Pour rappel, au 31 décembre 2017, les flux contractuels (principal et intérêts) non actualisés sur l'encours des passifs financiers, par date de maturité, étaient les suivants :

en milliers \$	2018	2019	2020	2021	2022	>5ans	total flux contractuel	total valeur bilan
prêt actionnaire	3 148	3 140	9 031	26 206	25 468	48 721	115 714	100 095
ORNANE 2019	3						3	3
ORNANE 2021	345						345	345
Autres	18 939	18 887	167 118	162 357	157 648	152 938	677 888	592 077
Concours bancaires courants	784						784	784
Dettes de location financement	412	341	341	341	341	3 646	5 423	2 638
TOTAL	23 631	22 368	176 490	188 905	183 457	205 306	800 157	695 942

Note 5.4: Risques de taux

Comme toute société faisant appel à des lignes de financements externes et à des placements de la trésorerie disponible, le Groupe est exposé à un risque de taux.

Au 31 décembre 2018, l'endettement brut du Groupe sur une base consolidée s'élevait à 698 M\$. Il est essentiellement constitué de deux emprunts à taux variable.

Afin de limiter le risque de taux, le Groupe a souscrit courant 2018 des instruments financiers conformément à la Note 4.4.2.

Au 31 décembre 2018, le risque de taux peut être évalué comme suit:

en milliers \$	31/12/2018	31/12/2017
ORNANE 2019		3
ORNANE 2021		346
Taux fixe	0	348
Term Loan (600M\$)	595 353	592 077
prêt actionnaire	100 000	100 095
Dettes de location financement	2 272	2 638
Concours bancaires courants et autres	113	784
Taux variable	697 739	695 594
Emprunts	697 739	695 942

Une variation à la hausse de 1 point des taux d'intérêt se traduirait par une charge supplémentaire de 4 M\$ par an en résultat.

La trésorerie est pour une part significative placée en dépôts à vue rémunérés à taux variable. Une variation de 1 point des taux d'intérêt à la hausse conduirait à une augmentation de 2 M\$ du résultat.

Note 5.5: Risques de contrepartie

Le Groupe est exposé au risque de crédit du fait des prêts et créances qu'il consent à des tiers dans le cadre de ses activités opérationnelles, des dépôts à court terme qu'il effectue auprès d'établissements bancaires et, le cas échéant, des instruments dérivés actifs qu'il détient.

en milliers \$	31/12/2018		31/12/2017 (*) retraité	
	Total Bilan	Exposition maximale	Total Bilan	Exposition maximale
Actifs Financiers Non Courants	7 835	7 835	7 884	7 884
Autres Actifs Non Courants	44 675	44 675	46 568	46 568
Clients et Comptes Rattachés	95 188	95 188	59 111	59 111
Actifs Financiers Courants	53 511	53 511	80 479	80 479
Autres Actifs Courants	39 114	39 114	43 160	43 160
Trésorerie et Equivalents de trésorerie	279 871	279 871	260 138	260 138
Total	520 194	520 194	497 339	497 339

L'exposition maximale correspond à l'encours au bilan net de provisions. Le Groupe considère ne pas encourir de risque de contrepartie significatif dans la mesure où l'essentiel de la production est vendu à un groupe pétrolier de premier plan : Total Gabon. Pour les encours sur les ventes de gaz en Tanzanie, des garanties sont en place. Les autres actifs financiers ou non financiers courants ne présentent pas de risque de crédit significatif.

Note 5.6: Risques pays

Le Groupe a une part importante de sa production et de ses réserves situées dans des pays hors de la zone OCDE dont certains peuvent être caractérisés par une instabilité politique, sociale et économique. Au cours des dernières années, certains de ces pays ont connu une ou plusieurs des situations suivantes : instabilité économique et politique, conflits, troubles sociaux, actions de groupes terroristes et imposition de sanctions économiques internationales. La survenance et l'ampleur d'incidents liés à l'instabilité économique, sociale et politique sont imprévisibles mais il est possible que de tels incidents puissent à l'avenir avoir un impact défavorable significatif sur la production, les réserves et les activités du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe mène des activités d'exploration et de production, dans des pays dont le cadre gouvernemental et réglementaire peut être modifié de manière imprévue et où l'application des règles fiscales et des droits contractuels est incertaine. En outre, les activités d'exploration et de production du Groupe dans ces pays sont souvent menées en collaboration avec des entités nationales, où l'État exerce un contrôle important. L'intervention des gouvernements dans ces pays, susceptible de se renforcer, peut concerner différents domaines, tels que :

- l'attribution ou le refus d'attribution des titres miniers en matière d'exploration et de production ;
- l'imposition d'obligations spécifiques en matière de forage
- le contrôle des prix et / ou des quotas de production ainsi que des quotas d'exportation ;
- la hausse des impôts et royalties, y compris celles liées à des réclamations rétroactives, des changements de réglementation et des redressements fiscaux
- la renégociation des contrats
- les retards de paiement ;
- les restrictions de change ou une dévaluation des devises.

Si un État hôte intervenait dans un de ces domaines, le Groupe pourrait s'exposer à supporter des coûts significatifs ou à voir sa production ou la valeur de ses actifs baisser, ce qui pourrait avoir des conséquences négatives significatives sur la situation financière du Groupe,

A la date d'arrêté des comptes, il n'a pas été relevé de restrictions significatives limitant la capacité du Groupe à accéder ou utiliser ses actifs et régler ses passifs au regard des activités dans des zones géographiques présentant une instabilité politique/réglementaire, ou au regard des accords de financement des entités et projets du Groupe (filiales, coentreprises ou entreprises associées). Le risque pays a notamment été pris en considération dans les tests d'impairment des actifs immobilisés en appliquant au taux d'actualisation un facteur de risque par pays.

Fin Janvier 2019, l'Office of Foreign Assets Control du Département du Trésor des Etats-Unis a annoncé que la compagnie pétrolière d'Etat vénézuélienne Petroleos de Venezuela, S.A. (PDVSA) est considérée comme une « specially designated national », au sens de la réglementation américaine et est donc sujette à ce titre à des sanctions internationales. Au regard de nos activités au Venezuela, le Groupe met en place les mesures nécessaires en vue d'éviter de rentrer dans le champ d'application de la réglementation américaine sur les sanctions au Venezuela et envers PDVSA. Il convient notamment de noter que les flux concernant l'activité du Groupe au Venezuela sont contractuellement libellés en Euro.

Note 5.7: Juste valeur

Les positions en juste valeur selon la hiérarchie de la norme IFRS 13 sont établies selon les mêmes hypothèses que celles présentées pour les états financiers consolidés au 31 décembre 2017.

L'application de la norme IFRS 9 a conduit à revoir la présentation des catégories d'actifs et passifs financiers présentés désormais comme suit (sans modifications significatives par rapport à la présentation selon IAS 39):

en milliers \$	Categories	Niveau	31/12/2018		31/12/2017 (*) retraité	
			Total Bilan	Juste valeur	Total Bilan	Juste valeur
Actifs financiers non courants	Coût amorti	Niveau 2	7 835	7 835	7 884	7 884
Clients et Comptes Rattachés	Coût amorti	Niveau 2	95 188	95 188	59 111	59 111
Autres Actifs Financiers Courants	Coût amorti	Niveau 2	53 511	53 511	80 479	80 479
Instruments Financiers Dérivés	Juste valeur	Niveau 1	1 615	1 615	0	0
Trésorerie et Equivalents de trésorerie			279 871	279 871	260 138	260 138
Total Actif			438 019	438 019	407 611	407 611
Autres emprunts et dettes financières	Coût amorti	Niveau 2	597 739	597 739	595 499	595 499
Emprunts obligataires	Coût amorti	Niveau 2	0	0	348	348
Dettes fournisseurs	Coût amorti	Niveau 2	59 852	59 852	56 784	56 784
Autres crédeurs et passifs divers	Coût amorti	Niveau 2	147 829	147 829	115 031	115 031
Total Passif			805 419	805 419	767 662	767 662

La valeur nette comptable des actifs et passifs financiers au coût amorti est jugée correspondre à une approximation raisonnable de leur juste valeur compte tenu de leur nature.

La valeur nette comptable de la trésorerie du Groupe correspond à sa juste valeur sachant qu'elle est considérée comme liquide.

La juste valeur des instruments financiers dérivés est obtenue en fonction de la valeur de marché de l'instrument à la date de clôture tel qu'explicité en Note 4.4.2 Autres Emprunts.

Note 6 : Autres informations

Note 6.1: Impôts sur le résultat

La charge d'impôt présentée au compte de résultat comprend la charge (ou le produit) d'impôt courant et la charge (ou le produit) d'impôt différé.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales. Les impôts différés ne sont pas actualisés. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués en fonction des taux d'imposition adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs d'impôts différés, résultant notamment de pertes reportables ou de différences temporelles ne sont pris en compte que si leur recouvrement est probable. Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants:

- existence de différences temporelles taxables suffisantes auprès de la même autorité fiscale pour la même entité imposable, qui engendreront des montants imposables sur lesquels les pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront s'imputer avant qu'ils n'expirent; et
- prévisions de résultats fiscaux futurs permettant d'imputer les pertes fiscales antérieures.

A l'exception des sociétés détenant le permis de Mnazi Bay pour lesquelles une perspective de récupération des impôts différés actifs est démontrée, les autres impôts différés actifs liés aux reports déficitaires ne sont pas reconnus au-delà des impôts différés passifs en l'absence de probabilité suffisante de bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes pourront être imputées. C'est notamment le cas, de façon structurelle, sur les Etablissements Maurel & Prom SA (société mère).

La charge exigible d'impôt sur les sociétés correspond principalement à la constatation de l'IS payé à l'Etat en nature au travers du « profit-oil » sur le permis d'Ezanga au Gabon.

La charge d'impôt différé résulte principalement de l'amortissement de la différence temporelle entre les coûts récupérables en base fiscale et la comptabilisation d'immobilisations dans les comptes consolidés sur les permis d'Ezanga et Mnazi Bay.

Note 6.1.1 Bouclage entre le solde du bilan, la charge d'impôt et l'impôt payé

en milliers \$	Impôts Différés	Impôts Courants	Total
Actif au 31/12/2017 retraité (*)	32 497	534	33 031
Passif au 31/12/2017 retraité (*)	(370 286)	(6 107)	(376 393)
Valeur nette au 31/12/2017 retraité (*)	(337 789)	(5 573)	(343 363)
Charge d'impôt	(28 709)	(39 642)	(68 352)
Versements		40 719	40 719
Écarts de conversion	(8)	(2)	(10)
Actif au 31/12/2018	23 741	473	24 214
Passif au 31/12/2018	(390 247)	(4 971)	(395 218)
Valeur nette au 31/12/2018	(366 506)	(4 498)	(371 004)

Note 6.1.2 Origine des impôts différés

En milliers \$	31/12/2018	31/12/2017 retraité
Ecart d'évaluation immobilisations corporelles	23 741	32 497
Impôts Différés Actif	23 741	32 497
Ecart d'évaluation immobilisations corporelles	390 247	370 286
Impôts Différés Passif	390 247	370 286
Impôts Différés Net	366 506	337 789

Note 6.1.3 Rapprochement de la charge d'impôt et du résultat avant impôt

en milliers \$	31/12/2018	31/12/2017 retraité
Résultat avant impôt des activités conservées	130 017	39 306
- Résultat net des sociétés MEE	30 585	56 335
Résultat avant impôt hors sociétés MEE	99 432	(17 029)
distorsion base taxable Gabon	(123 017)	(18 763)
distorsion base taxable autres produits et charges calculées IFRS	(2 407)	
distorsion base taxable Tanzanie	(1 143)	(3 913)
Résultat taxable (R)	(27 135)	(39 705)
(a) Produit d'impôt théorique (R*33,33%)	9 044	13 234
(b) Impôts comptabilisés en résultat	(68 352)	(31 392)
Différence (b-a)	(77 396)	(44 627)
- Différence fiscale sur coûts récupérables et taux d'impôt Gabon	(20 250)	718
- Différence fiscale sur coûts récupérables et taux d'impôt Tanzanie	(3 797)	(2 600)
- Impôt profit oil / Chiffre d'affaires notionnel	(31 065)	(30 812)
- Déficits non activés et autres	(22 284)	(11 933)

Note 6.2: Résultat par action

Deux résultats par action sont présentés : le résultat net de base et le résultat dilué. Conformément à l'application d'IAS 33, le résultat dilué par action est égal au résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires revenant à l'entité mère divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, après ajustement du numérateur et du dénominateur des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives. Les actions ordinaires potentielles sont traitées comme dilutives si, et seulement si, leur conversion en action ordinaire a pour effet de réduire le résultat par action des activités ordinaires poursuivies. Les actions propres ne sont pas prises en compte dans le calcul.

	31/12/2018	31/12/2017 (*) retraité
Résultat net (part du Groupe) de la période en milliers \$	58 066	6 422
Capital social	200 713 522	195 340 313
Actions propres	3 521 082	4 312 391
Nombre moyen d'actions en circulation	192 040 048	191 027 922
Nombre d'actions diluées	192 101 692	192 162 922
Résultat par action en \$		
De base	0,30	0,03
Dilué	0,30	0,03

Note 6.3: Capitaux propres

Les actions propres sont enregistrées en diminution des capitaux propres sur la base de leur coût d'acquisition. Les variations de juste valeur ultérieures ne sont pas prises en compte. De même, le résultat de cession des actions propres n'affecte pas le résultat de l'exercice.

Les actions gratuites attribuées par la société Maurel & Prom à ses salariés sont comptabilisées en charges de personnel à partir de leur octroi et étalées sur la durée d'acquisition des droits ; le mode d'étalement dépend des conditions d'acquisition respectives de chaque plan. La juste valeur des actions gratuites est déterminée en fonction du cours boursier du jour de l'attribution (diminué des dividendes futurs actualisés).

Suite à l'autorisation donnée par l'assemblée générale du 20 juin 2018 le conseil d'administration est autorisé à acheter ses propres actions, dans la limite de 10 % du montant du capital social, au prix unitaire maximum d'achat de 10 €.

Les achats concernant le contrat de liquidité représentent 2 242 865 actions, les ventes 2 139 174 actions.

Au 31 décembre 2018, la Société détenait en propre 3 521 081 actions (soit 1,75 % du capital pour une valeur brute de 42 M€ à la fin 2018) dont 195 547 actions au titre du contrat de liquidité.

Au 31 décembre 2018, conformément au tableau de mouvements sur capital ci-dessous, le nombre d'actions de la Société est de 200 713 522 et le capital social s'élève à 154 549 411,94 €.

	Nombres d'actions	Actions propres
Au 31/12/16	195 340 313	5 448 245
- Mouvements sur actions propres		-1 135 854
Soit au 31/12/17	195 340 313	4 312 391
- Mouvements sur actions propres		-791 310
- Augmentation de capital	5 373 209	
Soit au 31/12/18	200 713 522	3 521 081

Les attributions d'actions gratuites effectuées se présentent comme suit :

Date de décision d'attribution	Date d'acquisition	Nombre d'actions
31/03/2017	31/03/2018 (*)	895 000
24/04/2017	24/04/2020 (**)	180 000
03/08/2018	03/08/2019 (*)	157 700

(*) La durée minimale de conservation des actions par les bénéficiaires est fixée à une année à compter de la date d'acquisition. Les plans 2018 sont soumis à des conditions de performance.

(**) Pas de durée minimale de conservation pour ce plan

Note 6.4:Parties liées

en milliers \$	Revenus	Charges	Montants dus par les parties liées (net)	Montants dus aux parties liées
1) Sociétés mises en équivalence				
Maurel & Prom Colombia BV			2 756	
2) Autres parties liées				
PIEP		(3 793)		100 000

Note 6.5:Engagements Hors Bilan - Actifs et Passifs Eventuels

Note 6.5.1 Engagements de travaux

Les engagements de travaux pétroliers sont évalués sur la base des budgets approuvés avec les partenaires. Ils font l'objet de multiples révisions en cours d'exercice en fonction notamment des résultats des travaux pétroliers réalisés.

Les engagements inconditionnels pris auprès des Etats pour l'année 2019 dans le cadre des permis se limitent à 2 puits d'obligation au Gabon sur les permis de Kari et Nyanga-Mayombé. Il n'est pas fait mention des informations relatives aux mises en équivalence.

Note 6.5.2 Engagements de locations : estimation transition IFRS 16

Le Groupe a décidé d'appliquer IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019, selon la méthode rétrospective simplifiée, et d'appliquer les exemptions suivantes :

- Contrats de courte durée (inférieure ou égale à 1 mois)
- Contrats de faible valeur
- Contrats que le Groupe n'avait pas antérieurement identifiés comme contenant un contrat de location, en application d'IAS 17 et d'IFRIC 4

Le Groupe a analysé les engagements pouvant potentiellement remplir la définition d'un contrat de location (ou d'une composante location au sein d'un contrat). Sur cette base, un nombre limité de contrats entrants dans le champ d'application d'IFRS 16 a été identifié.

L'impact attendu de la première application d'IFRS 16 sur la dette du Groupe devrait être inférieure à 30M\$.

Note 6.5.3 Prêt à Terme (Term loan 600 M\$)

La Société Maurel & Prom West Africa S.A., actionnaire à 100% de la société Maurel & Prom Gabon, est emprunteur au titre d'un prêt à terme portant sur un montant de 600 M\$, conclu le 10 décembre 2017. Ce prêt est garanti par sa société mère Etablissements Maurel & Prom. L'emprunteur bénéficie également du soutien financier de l'actionnaire principal du Groupe, PT Pertamina Internasional Eksplorasi Dan Produksi (« PIEP ») en cas de défaut de paiement au titre de ce prêt.

Aucune sureté n'a été consentie sur les actifs du Groupe ; en revanche des restrictions d'utilisation de certains comptes bancaires de Maurel & Prom Gabon et de Maurel & Prom West Africa ont été prévus en cas de défaut au titre du nouveau prêt (à l'exception de certains cas).

Par ailleurs, au titre du nouveau prêt, le Groupe s'est engagé à ce que certains ratios financiers soient respectés au 30 juin et au 31 décembre de chaque année :

- un ratio endettement net consolidé du Groupe / EBITDAX (résultat avant intérêts, impôts, amortissements et dépréciations et net de l'impact des gains et pertes de change et coûts de l'exploration) n'excédant pas 4.00 :1.00, calculé sur une période de 12 mois précédant la date de référence ;
- un ratio de couverture du service de la dette (DSCR) du Groupe calculé sur une période de six mois précédant la date de référence, supérieur à 3.50 :1.00 ; et

- une valeur corporelle nette (« Tangible Net Worth ») du Groupe à chaque date de référence supérieure à 500 M\$.

Ces covenants sont respectés au 31 décembre 2018.

Le Groupe s'est également engagé à maintenir un montant minimum de trésorerie consolidée de 100 M\$ sur leurs comptes bancaires, à défaut de quoi, il serait tenu de tirer le montant non utilisé du prêt d'actionnaire consenti par PIEP décrit ci-dessus.

Pendant une période de 36 mois à compter du tirage, Etablissements Maurel & Prom s'est engagé à ne pas distribuer de dividendes supérieurs à 10 M\$ par année civile, et ce sous réserve d'un montant minimum de besoin en fonds de roulement défini entre les parties.

Note 6.5.4 Conventions de subordination avec PIEP

Dans le cadre du prêt à terme, de décembre 2017, le Groupe a conclu une convention de subordination en vertu de laquelle certaines dettes vis-à-vis de PIEP sont subordonnées au remboursement du prêt à terme bancaire.

Note 6.5.5 Convention de soutien financier avec PIEP

Dans le cadre du prêt à terme, de décembre 2017, le Groupe a conclu une convention de soutien financier (*Sponsor Support Agreement*) avec PIEP et l'agent de crédit en vertu de laquelle PIEP s'est engagé à mettre à disposition du Groupe les sommes nécessaires en cas de défaut de paiement au titre du nouveau prêt.

Note 6.5.6 Engagements contractuels au Gabon

Aux termes du contrat d'achat conclu en février 2005 et des amendements subséquents avec l'Etat gabonais et Rockover, Maurel & Prom devra verser à la Masasa Trust:

- 1,4 % de la production valorisée au prix de vente officiel, réglé mensuellement ;
- 0,65 \$ par baril produit à compter de la date à laquelle la production cumulée dans l'ensemble des zones de licences dépasserait 80 Mb ; et
- 5 % sur la production issue du seul champ de Banio, valorisée au prix de vente officiel, dès lors que la production cumulée de ce champ dépasserait 3,865 millions de barils.
- 2 % de la production totale disponible, valorisée au prix de vente officiel, jusqu'à un seuil de 30 Mb et 1,5 % au-delà de ce seuil, sur la production provenant des permis d'exploitation issus du permis d'exploration Nyanga-Mayombé. Cet engagement est comptabilisé en charge au fur et à mesure de la production, sachant que la production du champ Banio (le seul permis d'exploitation issu de Nyanga-Mayombé à ce jour) est actuellement suspendue sans qu'une date de reprise soit prévue.

Note 6.5.7 Angola

Le Groupe est en cours de finalisation de l'acquisition de la participation de 20% détenue par AJOCO. Le montant total de l'opération s'élèvera à 80 M\$ qui seront financés sur la trésorerie existante du Groupe et par compensation de sommes dues par AJOCO à l'opérateur Sonangol EP. La transaction prévoit également le versement conditionnel d'un montant pouvant atteindre 25 M\$ en fonction de l'évolution des cours du pétrole et du développement des ressources des actifs.

Note 6.6: Effectif du Groupe

Au 31 décembre 2018, l'effectif du Groupe est de 652 personnes.

Note 6.7: Rémunérations des dirigeants

Les principaux dirigeants comprennent l'équipe de direction composée du Président, du Directeur général et du Directeur Technique et les membres du conseil d'administration.

en milliers \$	31/12/2018	31/12/2017 (*)
Avantages à court terme	1 691	1 812
Paieement en actions	331	1 090
Total	2 022	2 902

Note 6.8: Honoraires des auditeurs

Les honoraires perçus par les commissaires aux comptes (y compris les membres de leurs réseaux) s'analysent comme suit :

En milliers \$	KPMG		IAC		KPMG		IAC	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
	2018				2017			
* Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés:								
- Emetteur	748	79%	431	78%	697	83%	418	84%
- Filiales intégrées globalement	37	4%	119	21%	44	5%	80	16%
* Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes:								
- Emetteur	158	17%	5	1%	82	10%		
- Filiales intégrées globalement					11	1%		
TOTAL	943	100%	555	100%	835	100%	497	100%

Note 6.9: Evènements Post-Clôture

À la connaissance de Maurel & Prom, il n'existe pas d'autres évènements postérieurs à la clôture, susceptibles de mettre en cause la situation financière, le patrimoine, le résultat ou les activités de la Société.

Note 6.10: Changements de Présentation

Afin de faciliter la comparaison avec les autres acteurs du secteur le Groupe a procédé au changement de présentation des charges opérationnelles. Ce changement a consisté à présenter en une seule ligne « Charges d'exploitation » au compte de résultat les lignes achats et charges d'exploitation, taxes et charges de personnel

Afin de rendre plus lisible les informations financières du Groupe, et de mieux refléter la performance de ses activités, principalement réalisées en US Dollars, le Groupe a changé sur l'exercice 2018, la monnaie de présentation de ses états financiers de l'Euro vers le Dollar, comme autorisé par IAS 21. Suite à ce changement de méthode comptable au sens d'IAS8, les états financiers comparatifs sont présentés en Dollars.

Fin 2017, le refinancement a amené le Groupe à changer les devises fonctionnelles des holdings (passage de l'Euro à l'US Dollar) afin d'aligner l'essentiel des devises fonctionnelles du Groupe sur l'US Dollar.

Consécutivement, afin de rendre plus lisible les informations financières du Groupe, et de mieux refléter la performance de ses activités, principalement réalisées en US Dollar, le Groupe a changé sur l'exercice 2018, la monnaie de présentation de ses états financiers de l'Euro vers l'US Dollar.

Le changement de devise de présentation des comptes consolidés successif au changement de devise fonctionnelle des holdings est conforme aux normes IFRS dans la mesure où la norme IAS 21 laisse le choix au Groupe de choisir sa devise de présentation.

Ce changement a été appliqué de manière rétrospective, conformément à la norme IAS 1.

Conformément à IAS1, les écarts de conversion ont été remis à zéro au 1^{er} janvier 2004, date de transition aux normes IFRS. Les écarts de conversion cumulés de consolidation, sont présentés comme si le Groupe avait utilisé l'US Dollar comme monnaie de présentation de ses états financiers consolidés depuis cette date.

La réserve de conversion au 31 décembre 2018 correspond principalement à la conversion des éléments de capitaux propres de la société mère, libellés en euro convertis au cours historique.

Conformément à IAS 40, dans le cadre d'un changement de présentation significatif, le Groupe a rappelé ci-dessous les 3 dernières années de la situation financière et du résultat global.

Extrait de la situation financière USD

ACTIF (en milliers \$)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Immobilisations incorporelles (net)	199 920	162 636	194 978
Immobilisations corporelles (net)	1 451 162	1 470 890	1 534 032
Actifs financiers non courants (net)	7 835	7 884	81 039
Autres actifs non courants (net)	44 675	46 568	40 803
Titres mis en équivalence	253 629	150 589	94 697
Impôts différés actifs	23 741	32 497	35 097
ACTIF NON COURANT	1 980 962	1 871 063	1 980 644
Stocks (net)	14 104	7 796	9 678
Clients et comptes rattachés (net)	95 188	59 111	32 315
Autres actifs financiers courants	53 511	80 479	112 386
Autres actifs courants	39 114	43 160	32 989
Créances d'impôts courants	473	534	1 333
Instruments financiers courants	1 615		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	279 871	260 138	203 230
ACTIF COURANT	483 875	451 218	391 930
TOTAL ACTIF	2 464 837	2 322 281	2 372 575
PASSIF (en milliers \$)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Capital social	193 345	188 554	188 554
Primes d'émission, de fusion et d'apport	44 836	32 010	90 636
Réserves consolidées	853 124	842 768	856 948
Actions propres	(41 453)	(55 330)	(71 839)
Résultat net part du Groupe	58 066	6 422	(56 418)
CAPITAUX PROPRES GROUPE	1 107 918	1 014 424	1 007 881
Participations ne donnant pas le contrôle	2 425	(1 351)	(1 804)
CAPITAUX PROPRES TOTAUX	1 110 343	1 013 073	1 006 077
Provisions non courantes	38 019	49 245	47 514
Prêts actionnaire	100 000	100 000	
Autres emprunts et dettes financières non courants	595 692	593 612	664 939
Instruments financiers passifs dérivés non courants	0	0	6 088
Impôts différés passifs	390 247	370 286	371 004
PASSIF NON COURANT	1 123 958	1 113 143	1 089 545
Autres emprunts et dettes financières courants	2 047	2 330	105 453
Fournisseurs et comptes rattachés	59 852	56 784	52 788
Passifs d'impôts courants	4 971	6 107	6 699
Autres passifs courants	147 829	115 031	96 606
Provisions courantes	15 838	15 813	15 407
PASSIF COURANT	230 536	196 065	276 952
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	2 464 837	2 322 281	2 372 575

Extrait du résultat global USD

en milliers \$	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Chiffre d'affaires	440 179	400 629	351 046
Autres produits d'exploitation	2 689	85	653
Variation de position de sur/sous-enlèvement	(13 217)	0	
<i>Achats et Charges d'exploitation</i>	(73 674)	(102 547)	(101 445)
<i>Taxes</i>	(44 239)	(56 216)	(44 724)
<i>Charges de personnel</i>	(66 732)	(52 831)	(49 785)
Charges d'exploitation	(184 645)	(211 593)	(195 954)
Excédent Brut d'Exploitation	245 006	189 121	155 746
Dotations aux amortissements, dépréciation & provisions liées aux activités de production net des reprises	(104 970)	(111 182)	(130 421)
Dotations aux amortissements, dépréciation & provisions liées aux activités de forage net des reprises	(904)	852	(4 448)
Résultat Opérationnel Courant	139 131	78 791	20 877
Provisions et Dépréciations d'actifs de forage	(9 146)	(6 916)	0
Charges et Dépréciations d'actifs d'exploration net des reprises	(1 158)	5 539	(8 385)
Autres Produits et Charges non courants	(2 972)	(12 514)	7 179
Résultat de cession d'actifs	215	(64)	(413)
Résultat Opérationnel	126 071	64 836	19 258
<i>Coût de l'endettement financier brut</i>	(28 924)	(57 192)	(39 486)
<i>Produits de trésorerie</i>	5 156	1 473	1 427
<i>Produits et charges liés aux Instruments financiers dérivés de taux d'intérêts</i>	(111)	6 820	2 561
Coût de l'endettement financier net	(23 879)	(48 899)	(35 498)
Ecart de change nets	(2 527)	(32 658)	4 410
Autres produits et charges financiers	(233)	(1 553)	(2 373)
Résultat Financier	(26 639)	(83 111)	(33 461)
Résultat avant impôt	99 432	(18 274)	(14 204)
Impôts sur les résultats	(68 352)	(31 198)	(11 539)
Résultat net des sociétés consolidées	31 080	(49 472)	(25 743)
Quote-part des sociétés mises en équivalence	30 585	56 281	(30 581)
Résultat net de l'ensemble consolidé	61 665	6 809	(56 324)
Dont : - Résultat net part Groupe	58 066	6 422	(56 418)
- Participations ne donnant pas le contrôle	3 599	385	94

Pour faciliter la transition il est rappelé ci-dessous les grands agrégats des états financiers comme s'ils avaient été présentés en Euro:

Extrait de la situation financière EUR

ACTIF (en milliers €)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Immobilisations incorporelles (net)	174 592	135 720	179 607
Immobilisations corporelles (net)	1 267 391	1 226 457	1 455 236
Autres actifs fi non-courants (net)	6 841	6 572	76 879
Autres actifs non courant (net)	39 018	38 829	38 708
Titres mis en équivalence	221 275	125 564	89 837
Impôts différés actifs	20 734	27 096	33 295
ACTIF NON COURANT	1 729 850	1 560 239	1 873 563
Stocks (net)	12 318	6 501	9 181
Clients et comptes rattachés (net)	83 133	49 288	30 657
Autres actifs financiers courants	46 726	67 019	112 046
Autres actifs courants	34 160	35 988	31 296
Créances d'impôts courants	413	445	1 264
Instruments financiers courants	1 410	0	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	244 429	216 908	192 799
ACTIF COURANT	422 590	376 148	377 243
TOTAL ACTIF	2 152 440	1 936 387	2 250 806
PASSIF (en milliers €)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
CAPITAUX PROPRES GROUPE	967 385	845 722	955 105
Participations ne donnant pas le contrôle	2 118	(979)	(662)
CAPITAUX PROPRES TOTAUX	969 503	844 743	954 443
Provisions non courantes	33 205	41 062	45 076
Prêts actionnaire	87 336	83 382	0
Autres emprunts et dettes financières non courants	520 255	494 965	630 812
Instruments financiers passifs dérivés non courants	0	0	5 776
Impôts différés passifs	340 827	308 752	351 963
ACTIF NON COURANT	981 623	928 160	1 033 626
Emprunts et dettes financières courants	1 788	1 943	100 040
Fournisseurs et comptes rattachés	52 272	47 347	50 078
Passifs d'impôts courants	4 341	5 092	6 355
Autres passifs courants	129 081	95 915	91 648
Provisions courantes	13 832	13 185	14 616
PASSIF COURANT	201 314	163 483	262 738
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	2 152 440	1 936 387	2 250 806

Extrait du résultat global EUR

RESULTAT (en milliers €)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Chiffre d'affaires	372 718	354 759	317 227
Autres produits et charges d'exploitation	(165 243)	(186 565)	(176 486)
Excédent Brut d'Exploitation	207 432	168 194	140 741
Résultat Opérationnel	106 725	58 475	17 402
Résultat Financier	(22 586)	(73 553)	(30 238)
Impôts sur les résultats	(57 876)	(27 798)	(10 428)
Quote-part des sociétés mises en équivalence	25 896	49 837	(27 635)
Résultat net de l'ensemble consolidé	52 159	6 960	(50 897)